

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА BALKANSKA FEDERACIJA
 БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА FEDERACIONIT BALKANIK
 ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ FEDERAȚIUNEA BALCANICA

بالقاز فدراسیونی

Adressez la correspondance à
 F. LINDNER, Wien, IX.
 Postamt 72, Postfach No. 37.

Paraissant tous les
 1 et 15 du mois

Prix du numéro et abonnement pour 6 mois ;
 5000 et 60.000 cour. pour l'Autriche
 10 cent et 1 dollar pour tous pays restants

SOMMAIRE

TEXTE FRANÇAIS (401—409)
 H.: Les minorités nationales en Roumanie.
 La Rédaction: L'anniversaire d'un massacre.
 M. Vladimirov: Le point de vue de Kosta Todorov.
 G. Kazanovsky: Un grand procès politique à Vienne.
 M. Kalinka: Lettre de Bulgarie.
 Le Com. de la Col. alb. de Bucarest: Un appel des Albanais de Roumanie.
 M. Kalinovskiy: Le congrès de la II^e Internationale et le régime de Tsankoff.
 D. Vlahoff: Les luttes du peuple macédonien pour la liberté (Suite II.)
 Revue de la Presse.

TEXTE ALLEMAND (410—412)
 Grigorowitsch: Bukowina.
 Transsylvanicus: Agrarkrise in Großrumänien.
 TEXTE BULGARE (412—413)
 Г. Казановски: Един голем политически процес във Виена.
 TEXTE CROATE (413—414)
 A. Cesarec: Poslije likvidacije od 27. marta.
 TEXTE ALBANAIS (415)
 Thirrja e Kolonisë Shqiptare e Bukureshtit.
 TEXTE SERBE (415—416)
 Никола Обаров: За независност Рифанске Републике.

PARTIE FRANÇAISE

Les minorités nationales en Roumanie

Leur situation dans la Dobroudja du Sud.

(Correspondance de Dobroudja)

A la fin de la guerre mondiale la Roumanie réalisa son „idéal national“ — l'union de tous les roumains dans les limites de la grande Roumanie. Le résultat de sa politique nationaliste lui fit conquérir les territoires des masses compactes d'autres nationalités, qui composent aujourd'hui 42% de la population totale du pays et qui sont au point de vue économique, politique et culturel, à un niveau élevé.

Afin de continuer sa domination, la Roumanie oligarchique a recours aux mesures les plus réactionnaires, privant ces minorités de leurs droits les plus élémentaires pour leur développement libre, — et cela malgré les „garanties“ prévues dans les traités de paix. Devant une pareille situation on comprend facilement le mécontentement de ces minorités, mécontentement qui s'exprime par la lutte qu'elles mènent pour sauvegarder leurs droits, et les plaintes fréquentes adressées à la Société des Nations, contre l'insupportable oppression des gouvernants roumains.

Les minorités nationales en Transylvanie, en Boukovine et en Bessarabie mènent une lutte âpre pour leur développement économique et culturel, d'autant plus que dans les deux premières régions, elles ont des partis nationaux, tandis qu'en Dobroudja, annexée depuis 1913, où les minorités forment la majorité réelle de la population, — cette lutte est rendue difficile, non seulement à cause de la terreur qui y règne, mais encore plus par l'incapacité, la servilité et la trahison des meneurs locaux. Le manque de tout parti national-révolutionnaire et la faible réaction contre les innombrables crimes des autorités, encouragèrent l'oligarchie roumaine à commencer la dénationalisation de cette contrée, en expulsant les éléments les plus éveillés.

Un coup-d'oeil rapide jeté sur la politique des potentats roumains, sans distinction des partis, envers cette malheureuse contrée, sera suffisant pour convaincre tout homme sur leurs intentions.

Prenez n'importe quelle loi, en commençant par celle de 1914, — d'après laquelle cette région n'est pas administrée par les lois générales du pays, loi qui est en vigueur encore aujourd'hui, malgré qu'elle fût rejetée par la nouvelle Constitution du gouvernement libéral, — et l'on n'aura pas de peine à voir les fins qu'on y poursuit. La loi sur la sujétion, qui priva la population indigène par trois fois de son travail et la faisait piller au moment où elle remplissait nombre de formalités pour acquérir une sujétion incertaine, qui peut lui être retirée par le dernier agent de la Siguranza; la loi sur la vérification de la propriété foncière, qui enlève aux paysans un tiers de la terre, — sont des preuves qui illustrent le mieux cette politique.

D'ailleurs l'expropriation de tous les bâtiments scolaires, construits par la population, la fermeture de toutes les écoles bulgares dans les villages, le nombre minime d'écoles bulgares privées dans les quatre villes de la Dobroudja méridionale, où les élèves apprennent la plupart des matières en la langue officielle roumaine, tandis que la langue maternelle ne leur est enseignée que comme **branche secondaire**, — tous ces moyens sont employés par l'oligarchie roumaine pour dénationaliser cette région.

Parallèlement à ces méthodes, le pillage est exercé sur la population, en commençant par le plus petit employé et en finissant par le plus haut fonctionnaire. On bâtonne partout dans les villages, sous prétexte de chercher des armes et des munitions; on arrête sans raison; on fait faire des corvées continuelles, tout cela dans le but de provoquer cette population paisible et laborieuse, de la désespérer et la pousser à une action prématurée pour la massacrer et l'ex-

terminer. Le nombre de ceux qui abandonnèrent leurs foyers et leurs biens, errant misérablement sur le chemin de l'émigration, dépasse depuis longtemps les 35.000. Pour couronner sa politique le gouvernement décida d'accorder des crédits pour coloniser cette contrée avec des roumains-macédoniens, emmenés de la Macédoine, probablement à cause de l'insuccès qu'ils eurent avec les roumains de l'ancien royaume.

La politique que l'oligarchie mène envers les autres minorités nationales du pays, particulièrement envers celles de la région méridionale, est claire comme le jour: entraver le développement économique et culturel et transformer ces minorités en esclaves résignés.

Les minorités nationales en Roumanie doivent passer par dessus les têtes de leurs meneurs vendus et incapables, toujours prêts à vendre les intérêts et les libertés de leur propre nation, — et la main dans la main elles doivent mener elles — mêmes la lutte pour leurs droits.

Dans cette lutte, elles auront l'appui des masses ouvrières et paysannes roumaines, qui sont aussi opprimées et exploitées, quoiqu'on leur dise qu'elles sont „la nation souveraine“, — dans le but évident de les pousser contre les autres nationalités.

Ce n'est que par une lutte hardie et décisive que les minorités nationales conquerront les conditions pour leur développement économique, politique et culturel. Cette voie, et rien qu'elle, libérera la population de la Dobroudja.

Dobroudja, le 20 août 1925

H.

L'anniversaire d'un massacre

Le 22 juillet de l'année passée se déroula un événement d'une importance capitale pour l'histoire du mouvement révolutionnaire macédonien. Ce jour-là fut publié dans notre organe le Manifeste du Comité Central de l'ORIM, au peuple macédonien, signé le 6 mai de la même année par T. Alexandroff, Al. Protoguéroff et P. Tchaouleff. Ce Manifeste donnait une nouvelle orientation au mouvement révolutionnaire macédonien qui devenait indépendant. Avec lui on annonça les nouveaux buts que l'ORIM se proposait: le front-unique macédonien et balkanique des peuples et des classes opprimés en Macédoine et dans les Balkans, pour l'autodétermination nationale et la Fédération Balkanique.

La publication du Manifeste mit en rage les gouvernements balkaniques. Tsankoff se sentit surtout fortement atteint. Il voyait que la nouvelle orientation de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne, — le front des ouvriers et des paysans, — renforcerait l'opposition déjà existante contre lui. Ce gouvernement craignait à juste titre la nouvelle orientation.

Tsankoff utilisa pendant longtemps l'ORIM pour l'aider à soumettre le peuple travailleur bulgare et massacrer ses meilleurs représentants. Se rendant compte du danger, il eut recours à tous les moyens, non sans succès, pour rendre vaine la nouvelle politique de l'ORIM.

T. Alexandroff et Protoguéroff qui, dans un moment de lucidité, avaient reconnu leurs erreurs du passé, en signant le Manifeste, le renièrent peu après. Mais les masses populaires macédoniennes reçurent avec enthousiasme et allègement les nouvelles directives qu'on leur traçait et les tâches qu'avait à remplir leur Organisation. Elles étaient donc franchement pour le Manifeste.

Après sa publication, des groupes révolutionnaires inspirés par ses principes se formèrent en Macédoine sous la Serbie et sous la Grèce; dans la région de Pétritch, en Macédoine sous le pouvoir bulgare, l'ORIM accepta à la quasi-unanimité la nouvelle politique de l'Organisation.

Le danger que courait la dictature sanglante bulgare était immédiat. Le gouvernement bulgare sonna l'alarme par l'intermédiaire du général Protoguéroff qui, comme il a été établi, a joué le rôle d'un agent provocateur dans l'Organisation, car c'est lui qui a fait tuer Alexandroff. Les dictateurs de Sofia voulaient sa mort, parce qu'ils n'avaient pas confiance en lui, malgré qu'il ait, de concert avec Protoguéroff, renié sa signature par une déclaration publiée dans la presse sofiote, douze jours après la publication du Manifeste. Ils n'avaient pas pleine confiance en Alexandroff qui se distinguait par une certaine indépendance de jugement politique. Tsankoff et sa bande craignaient qu'Alexandroff, au moment propice, ne se déclarât de nouveau adversaire de leur politique traîtresse envers la Macédoine.

Après l'avoir tué, les gouvernants bulgares prétendirent devant l'opinion publique bulgare et étrangère, qu'Alexandroff est victime d'un complot organisé par l'Internationale Commu-

niste avec le concours de macédoniens qui se sont vendus à elle! Ce ne furent là que des préliminaires pour préparer le massacre le plus odieux qu'on connaisse. Se servant des macédoniens à leurs gages, comme Protoguéroff et compagnie, ils profitèrent du meurtre d'Alexandroff pour exterminer tous les révolutionnaires et hommes politiques macédoniens qui étaient contre leur dictature.

Presque tous les leaders de l'ORIM de la région de Pétritch furent tués; un grand nombre de révolutionnaires macédoniens qui n'avaient plus aucune activité révolutionnaire depuis des années, furent lâchement assassinés; même des gens connus pour n'avoir jamais professé des opinions politiques furent aussi tués.

Dimo H. Dimoff et Slavko Kovatcheff à Sofia, Tchoud. Kantardjief à Plovdiv, Al. Bouinoff, St. Hadjief, Méthodi Alexieff, G. Kovatcheff, G. Penkoff et beaucoup d'autres en Méhonia, à Pétritch et à Melnik; Aleko Wassileff, Arseni Yovkoff, le colonel Atanassoff, Kolaroff et autres à Gorna Djoumaïa. Le nombre des assassinés dépassa la cent-cinquantaine.

Le complot pour le massacre des révolutionnaires macédoniens fut organisé et accompli avec une habileté satanique par le gouvernement Tsankoff, d'un côté, et le général Protoguéroff avec la bande de l'ORIM — Guéorgui Bajdareff, Parlitcheff, Karadjoff et autres-d'un autre. L'accomplissement de ce plan infernal incombait à Iwan Mikhaïloff, l'héritier de T. Alexandroff. Le professeur de l'Université de Vienne M. Uebersberger, le témoigne aussi dans un article de la „Neue Freie Presse“ du 13 mai dernier: „Grâce à l'énergie et à l'étroite collaboration d'Iwan Mikhaïloff, on empêcha, à Gorna Djoumaïa l'ORIM, de devenir le jouet de la IIIe Internationale.“

Le gouvernement Tsankoff et ses subordonnés prirent une part active dans le massacre des révolutionnaires macédoniens dans le département de Pétritch. La garnison de ce département fut renforcée après la publication du Manifeste. Des officiers et des soldats cernaient les demeures des révolutionnaires, et là où Iw. Mikhaïloff, Drangoff, Assen Daskaloff et autres exécuteurs ne pouvaient pas les massacrer — les officiers et les soldats du gouvernement Tsankoff le faisaient.

La responsabilité de ce massacre incombe donc entièrement au gouvernement Tsankoff et à la bande de Protoguéroff et Iw. Mikhaïloff. Les assassins réussirent à étouffer provisoirement l'indignation du peuple macédonien dans la région de Pétritch et parmi les émigrés de Bulgarie.

Ils décapitèrent l'aile gauche de l'ORIM et portèrent un coup sensible, provisoirement, au véritable mouvement révolutionnaire libérateur.

Malgré tout, les assassins des peuples bulgare et macédonien, ne les convertiront pas à leur politique par l'inquisition et les meurtres.

L'indignation se dissimule, mais dès que la possibilité d'exprimer librement sa volonté se présentera, le peuple macédonien dira son mot. Lorsqu'on rétablira la liberté de la parole, de la presse, de réunions et des associations, le peuple macédonien de la région de Pétritch et l'émigration de Bulgarie se déclareront comme un seul homme, contre leurs bourreaux actuels. Ils placeront au banc des accusés tous les bandits qui ont souillé et déshonoré le nom de l'Organisation Révolutionnaire et celui du peuple macédonien. Ce sera la revanche pour les victimes tombées pour l'indépendance du mouvement révolutionnaire macédonien.

En ce qui nous concerne, nous continuerons à dévoiler la vraie physionomie de cette bande criminelle de mercenaires du régime le plus sanguinaire qu'on connaisse, de ce gouvernement qui est le grand coupable pour le massacre du peuple macédonien.

L'écroulement de Tsankoff sera aussi celui des meurtriers de D. H. Dimoff, Kantardjief et de leurs camarades.

La Rédaction

Le point de vue de Kosta Todorov

Mr. Kosta Todorov, ex-ministre de Bulgarie auprès du royaume des Serbes-Croates et Slovènes, a publié un article dans la „Politika“ de Belgrade du 5 septembre dernier, intitulé „La Bulgarie et l'union Yougoslave“.

Quoique nous sachions que cet article est payé avec des dinars des fonds secrets serbes, nous ne croyons pas inutile d'analyser la prose de ce traître. Nous le faisons surtout pour éclairer ceux des émigrés bulgares qui luttent et supportent bien des privations pour la liberté et l'alliance des peuples balkaniques, et l'union des Serbes et des Bulgares, mais qui croient encore, peut-être, à la sincérité de cet agent mercenaire du gouvernement de Belgrade.

Dans l'article de Kosta Todorov, on doit relever d'abord les constatations inexactes sur le rôle historique joué par la Serbie dans les Balkans dans le passé et le présent, en même temps que les graves accusations suivantes qu'il lance contre son propre peuple:

1. La stabilisation politique et le relèvement économique du royaume des S. C. et S. survenus après l'entente du parti de Raditch avec Pachitch, — et la crise sociale et morale de la Bulgarie actuelle „comme une étape dans le développement du problème yougoslave“.

2. Le droit historique, géographique et moral des Serbes à l'hégémonie sur les Bulgares, et la Serbie jouant le rôle naturel de Piémont de tous les slaves du Sud dans le but de créer une patrie unique de tous les slaves dans les Balkans.

3. Les droits de la Serbie sur la Macédoine et les croyances illusoire d'une „insurrection mystique macédonienne“.

4. La nécessité immédiate de la soumission de la Bulgarie à la monarchie serbe et son union avec les autres Slaves du Sud, sous l'égide de la dynastie Karadjordjévitch.

Si ces constatations étaient les résultats d'une analyse scientifique ou d'une conviction politique, ou n'aurait qu'à plaindre un cerveau déséquilibré. Si elles venaient d'un patriote serbe, on les considérerait comme une maladie de grandomanie nationale. Mais quand elles viennent d'un émigré bulgare, considéré normal et qui se croit être le représentant de la démocratie paysanne avancée de la Bulgarie, — alors cela nous révolte, comme tout révolutionnaire honnête est révolté devant le jésuitisme et l'hypocrisie d'un provocateur policier.

Les écrits provocateurs de Kosta Todorov nous révoltent d'autant plus qu'il fait appel à chaque ligne à l'autorité de Stambouliniski, l'honnête et malheureux chef des paysans bulgares, et aux milliers de victimes qui tombèrent sous les coups de la réaction. Comme si ces Bulgares firent le sacrifice de leur vie pour agrandir la Yougoslavie impérialiste, monarchiste et réactionnaire d'aujourd'hui, et pour y maintenir la dynastie d'Alexandre Karadjordjévitch à son sommet!

L'article de ce vendu est du commencement à la fin, tant par l'analyse historique que politique, — arbitraire et faux.

Partisans d'une politique balkanique intégrale et soucieux du bien-être de tous les peuples des Balkans à un degré égal; combattant pour une communauté réelle des Serbes et des Bulgares dans la Fédération Balkanique, dans laquelle la base économique, politique, sociale et nationale sera égalitaire, — nous résumerons notre point de vue contre celui de Kosta Todorov comme suit:

1. Aucun peuple de la Péninsule n'a droit à l'hégémonie sur les autres, — et cela sans égard pour sa situation géographique et son rôle historique passé ou présent. Aucun peuple dans les Balkans n'a droit au messianisme, n'ayant été choisi par aucun dieu pour être le missionnaire qui montrera le chemin aux autres, lui inculquant par force sa langue, sa culture et son organisation sociale. Les droits des peuples ne sont pas que des résultats de la force; les besoins des particuliers et des collectivités sont aussi des facteurs qui entrent en ligne de compte. C'est pourquoi tous les peuples balkaniques ont des droits égaux à leur développement national et étatique libres, ainsi qu'à la prospérité économique et culturelle.

2. Pas un peuple balkanique n'a des droits moraux supérieurs aux autres. Ces droits sont les mêmes. Ceux qui ont conquis leur indépendance nationale et étatique eurent des victimes, soutinrent des luttes et vécurent sous l'esclavage des féodaux turcs et de l'empire autrichien, — autant que ceux qui jémissent encore sous le joug. Il est faux de prétendre, comme Kosta Todorov, que „deux éléments vainquirent à Brégalnitza: la supériorité morale et géographique de la Serbie. En quoi consistait cette supériorité? Avant tout dans le fait capital que la Choumadia a conquis seule sa liberté et ne la recut en cadeau de personne“. La lutte libératrice bulgare est aussi riche que celle des serbes, des albanais, des grecs, etc; et il n'est pas vrai que les Bulgares aient reçu leur liberté nationale en cadeau, comme il n'est pas vrai qu'à Brégalnitza vainquit la supériorité morale de la Serbie. Dans la bataille anti-nationale et anti-populaire de Brégalnitza le hasard fit vaincre un adversaire impérialiste plutôt que l'autre. Le contraire aurait pu arriver si les conflits d'intérêts des grandes puissances avaient eu une autre forme. La bataille de Brégalnitza sert seulement à prouver que tous les peuples des Balkans sont à un niveau moral également élevé, — et tous leurs gouvernements également bas.

3. Les Balkans sont aux peuples balkaniques de toutes les races et toutes les nationalités à un degré égal. Une patrie slave des serbes et des bulgares n'y a pas sa place, — malgré le désir de Kosta Todorov. A notre époque l'idée d'un Etat de tous les slaves du sud est nuisible. Cette idée joua son rôle historique avant la guerre comme élément destructeur contre la monarchie austro-hongroise. A ce moment elle était aussi utile que nécessaire. Aujourd'hui, sous quelque forme qu'il se présente, le sud-slavisme est une idée qui cache en elle des microbes impérialistes, pouvant vivre uniquement par la force et au détriment des peuples non slaves de la Péninsule.

Nous sommes les ennemis déclarés de l'expansion nationaliste d'un peuple ou de tous les peuples slaves des Balkans; nous préconisons et luttons pour une patrie commune des paysans et des ouvriers balkaniques.

4. Pour la solution juste de tous les problèmes difficiles dans les Balkans, compliqués au plus haut point par la politique impérialiste des grandes puissances et des Etats balkaniques, il est nécessaire de résoudre en tout premier lieu la question de la Macédoine, qui forme nationalement et économiquement une unité séparée. Comme telle, elle doit être délivrée du joug de la monarchie des Serbes-Croates et Slovènes et vivre de sa vie nationale et étatique indépendante. La Macédoine parviendra à ce but uniquement par l'alliance libre des républiques balkaniques libres.

L'insurrection macédonienne est une question vitale de ce peuple, le testament de tant de générations du passé et l'héritage des souffrances séculaires des Macédoniens. Un Kosta Todorov est seul capable de considérer cela comme une mystique!

5. L'union des peuples serbe et bulgare, que nous désirons ardemment, ne se réalisera pas par la monarchie des S. C. et S., mais par son anéantissement et l'union des Balkans, résultat qu'on obtiendra par la révolution générale des peuples balkaniques.

La monarchie des S. C. et S., incarnant la mentalité réactionnaire héritée de l'Autriche et de la Turquie — non seulement ne peut pas être l'animatrice du progrès dans les Balkans, mais au contraire, si on veut réaliser des grands buts culturels, sociaux et économiques, ou doit l'écarter au préalable comme un obstacle qu'on rencontre constamment sur son chemin.

Il y a soixant-dix ans l'émigré serbe Svétozar Markovitch écrivit ceci sur la monarchie serbe de ce temps:

„La monarchie serbe joua sans contredit un rôle important dans la vie du peuple serbe. Anéantissant l'oligarchie, elle mit fin par là à l'immiscion des Etats turcs et étrangers dans les affaires serbes. Elle inaugura une politique indépendante serbe; sous ses auspices la Serbie releva sa puissance militaire et conquit une importance politique dans la Péninsule balkanique. Là, la monarchie serbe finit son rôle. Tout essai de continuer à tenir le gouvernail dans le nouvel Etat, serait dirigé contre la liberté et le progrès du peuple serbe.“

Quoique cette même monarchie soit devenue plus réactionnaire, au moins d'un siècle; malgré qu'elle ait commis depuis S. Markovitch des crimes innombrables et qu'elle tienne en esclavage plusieurs nations, — l'émigré bulgare Kosta Todorov, au nom des révolutionnaires bulgares morts, au nom des paysans bulgares tués, — chante malgré cela des louanges et souhaite longue vie à cette monarchie!

Cela suffira pour mettre en garde les émigrés bulgares contre le programme politique de Kosta Todorov.

M. Vladimirov

Un grand procès politique à Vienne

Le 30 septembre a lieu le procès contre la meurtrière de Todor Panitza. Il paraît qu'il sera un des grands procès européens, et le problème balkanique en entier y sera exposé devant le grand public.

Un misérable agent du gouvernement Tsankoff et de l'organisation du bourreau Protoguéroff tua, le 8 mai dernier, dans le Burgtheater, le révolutionnaire macédonien Todor Panitza.

Qui est Todor Panitza, quelle est la participation de Tsankoff et de Protoguéroff dans ce meurtre; quel est le rôle de la sanglante organisation macédonienne; quel est le régime du bourreau-trop bien connu — du peuple bulgare, quelle est enfin la situation du peuple macédonien dans les trois parties de la Macédoine? Voici les questions qui seront sans doute éclaircies devant les jurés viennois et le grand public. On y verra aussi, en passant, la personne de la misérable meurtrière.

L'opinion publique attend avec impatience les débats du procès. Elle veut connaître la vraie situation en Macédoine et dans les Balkans.

La Macédoine est, depuis des dizaines d'années, le théâtre de luttes exaspérées, nationales et politiques.

Le peuple macédonien, soumis à une insupportable oppression politique, nationale, administrative et économique, abandonné exclusivement à lui-même, a cherché et trouvé en soi-même des forces pour lutter contre cette oppression. Il fonda aussi son organisation révolutionnaire. Cette organisation existe depuis plus de trente ans, menant une lutte inégale contre ses oppresseurs.

Todor Panitza fut un des premiers combattants pour la libération de la Macédoine. Il lutta 22 années entières pour l'indépendance du peuple macédonien et pour sa fédération avec les autres peuples balkaniques. Il lutta avec une égale énergie tant contre le régime absolutiste des sultans et des pachas turcs que contre la politique impérialiste des Etats balkaniques.

Panitza avait une conception politique socialiste. Il ne faisait pas de distinction entre les Bulgares, les Turcs, les Grecs, les Serbes, les Koutso-Valaques, les Albanais, les Israélites, qui peuplent la Macédoine. Il ignorait la haine de races et de nations. Aussi était-il aimé par le peuple macédonien en entier. Panitza était un adversaire hardi des oppresseurs et lutta hardiment contre eux et leurs agents.

La réaction en Bulgarie et son agent Protoguéroff poursuivaient Panitza. Ils le guettaient pendant de longues années pour le tuer. Ils voulaient écarter à tout prix un tel adversaire — d'autant plus que Panitza était aussi un ennemi acharné des gouvernements impérialistes balkaniques.

Le gouvernement Tsankoff et l'organisation de Protoguéroff dénomment Panitza un „traître au peuple macédonien et un agent de ses ennemis.“

Mais qui donc est un traître? Panitza? Lui qui donna sa jeunesse et ses forces, sa fortune, son talent organisateur pour la liberté des paysans macédoniens — lui qui pendant toute la période de son activité révolutionnaire d'un quart de siècle, accomplit un si grand nombre d'actions les plus hardies risquant sa vie à tout moment, pour la réussite du mouvement libérateur macédonien; lui qui, pendant tout le temps de son activité, mena une lutte implacable contre les ennemis du peuple macédonien: le pouvoir absolutiste turc d'abord, et les dynasties et gouvernements impérialistes balkaniques ensuite? Lui qui déclara une guerre implacable aux agents de ces gouvernements? Un traître? Panitza? — ou cette misérable meurtrière Mencia Carniciu, qui n'a jamais rien eu de commun avec le mouvement macédonien qui, dans le courant de longues années pendant la guerre et après la guerre ne s'est occupée que de contrebandes et de spéculations en valeurs étrangères, qui, par sa vie de débauchée, provoqua l'indignation de ses concitoyens à Krouchevo, d'où elle fut expulsée?

Tsankoff et Protoguéroff s'efforceront à sauver cette misérable qui n'est que leur victime; ils ont déjà tout mis en mouvement pour sauver Carniciu.

Depuis quelques mois, la presse gouvernementale bulgare, les journaux macédoniens de Sofia, les sociétés macédoniennes et les sociétés de jeunes filles, nouvellement organisées dans le royaume des tyrans, manifestent des sentiments de gratitude envers la meurtrière. Ils dépensent des sommes énormes pour influencer la presse étrangère à chanter les louanges de son „acte“. Ils lui trouvèrent les moyens pour dépenser journalièrement plus de deux cents schillings autrichiens dans un sanatorium viennois — ces moyens, ils les trouvèrent facilement — il y a encore quelque argent dans les caisses de l'Etat bulgare, pendant que l'organisation de Protoguéroff continue à extorquer par la terreur l'argent des commerçants et des banquiers israelites en Bulgarie.

Mencia Carniciu a accompli ce meurtre par ordre de la bande de Protoguéroff et du gouvernement Tsankoff, parce que achetée par eux. Elle est assistée par la légation bulgare à Vienne et les représentants de Protoguéroff, Nikolas Véleff et Cie. Et, entièrement, cette misérable s'efface; et ce sont le gouvernement Tsankoff et l'organisation de Protoguéroff qui se trouvent au banc des accusés.

Une voix puissante de protestation doit être élevée contre le gouvernement des dictateurs en Bulgarie, ces assassins du peuple bulgare, et contre l'organisation de Protoguéroff, qui se trouvent au banc des accusés.

Une puissante protestation doit être élevée contre le gouvernement des dictateurs en Bulgarie, ces assassins du peuple bulgare, et contre l'organisation de Protoguéroff. Ces traîtres et vils bourreaux des peuples bulgare et macédonien en Bulgarie, en Macédoine et dans le reste de l'Europe.

Tsankoff a assassiné environ 20.000 ouvriers, paysans et intellectuels bulgares dans le courant de deux ans et demi. Aujourd'hui encore se trouvent dans les prisons, de Tsankoff 4500 citoyens bulgares soumis aux plus cruelles tortures et souffrances et attendant la mort tous les jours — et environ 300 citoyens bulgares, condamnés à mort, seront officiellement exécutés, ou massacrés dans les prisons mêmes — d'après la nouvelle tactique des bourreaux.

L'organisation de Protoguéroff a participé, en septembre 1923, aux massacres de citoyens bulgares à Sarambey, Beliovo, Plovdiv, Ferdinand, Berkovitza. Cette même organisation a tué, en ce temps-là, à Gorna Djoumaja, 100 Macédoniens, dont quatre furent pendus publiquement au centre même de la ville. Cette même bande sanguinaire a massacré en 1924, également en septembre, 150 révolutionnaires macédoniens, dont Dimo H. Dimoff, Tch. Kantardjief, Stoyo Hadjief, Metodi Alexief, Slavtcho Kovatscheff, Arseni Jovkoff, Aleko Vassileff, etc. Le 15 mai de cette année, c'est-à-dire une semaine après l'assassinat de Panitza, cette bande de brigands massacra à Nevrokop 80 paysans macédoniens accusés d'avoir jadis participé dans l'organisation des révolutionnaires de Sérres (Sandanski-Panitza). Elle tua avant un mois 26 jeunes gens à l'occasion du congrès des jeunesses macédoniennes à Gorna Djoumaja.

La bande de Protoguéroff continue à massacrer dans le région de Petritch et en Bulgarie. Ses „groupes punitifs“ vêtus de pèlerines longues et coiffés de casques, rôdent à travers les rues de Sofia et par toute la Bulgarie, pour massacrer — qui, pensez-vous? les ennemis du peuple macédonien? les oppresseurs de la Macédoine? Mais non, — cette bande rôde pour massacrer les meilleurs fils de la Macédoine et les amis les plus sincères de la cause du peuple macédonien — les ouvriers, les paysans et les intellectuels bulgares.

Le procès du 30 septembre donnera la possibilité à l'opinion publique européenne de voir dans toute son horreur la terreur de l'enfer macédonien. La misérable Mencia Carniciu comptera pour bien peu au banc des accusés.

C'est le gouvernement Tsankoff et ses agents — c'est l'organisation verkhoviste macédonienne de Protoguéroff et Iw. Mikhailoff, qui sont traînés devant les jurés viennois pour répondre de leurs crimes envers leurs propres peuples.

Espérons que le verdict des jurés viennois sera celui de la conscience publique indignée et révoltée par ces abominables crimes.

G. Kazanowsky

Lettre de Bulgarie

(De notre correspondant.)

Bruits de remaniement.

La presse étrangère pronostique un changement gouvernemental et l'avènement d'un cabinet de coalition. Ici il n'en est pas question. La Ligue Militaire ne semble nullement disposée à se désaisir du pouvoir. Peut-être Tsankoff, en présence des virulentes attaques dont il est l'objet dans la presse, aussi bien étrangère que du pays, voudrait-il se retirer. Mais, instrument vil et docile entre les mains de la caste militaire, il n'a même pas la faculté d'agir suivant ses désirs et ses convenances. Il est en quelque sorte, le prisonnier des forces de réaction. Il ne le cache pas d'ailleurs.

A tous ceux qui le visitent et qui lui font comprendre la nécessité de céder sa place aux autres, il se lamente:

„Me retirer? Mais sachez bien que le lendemain du jour de ma démission vous me trouverez assassiné devant ma porte.“

Le misérable, certes, craint d'expié les crimes sans nombre qu'il a commis envers le peuple bulgare. Mais la menace à laquelle il fait allusion vient, non pas de ses victimes, mais de la soldatesque dont il est l'esclave.

Pour le moment, on ne peut donc pas parler d'un changement du gouvernement, mais seulement d'un remaniement prochain du cabinet.

Les ministres qui seront débarqués

En effet, le parti gouvernemental aurait, dans une de ses dernières réunions, décidé de remplacer certains ministres. On débarquerait Todoroff, ministre des Finances, et Molloff, ministre d'Agriculture.

Il est question également de la démission de Chisto Kalkoff. Le piquant est que, d'après les nouvelles de bonne source, le ministre des Affaires Etrangères se retirerait sous la pression britannique, contre la volonté du Démocratitchéski Zgovor, le parti gouvernemental. Vu le rôle qu'a joué Kalkoff

dans le coup d'Etat, ainsi que le fait qu'il est l'un des membres les plus influents de la junte militaire, on comprend facilement que le parti gouvernemental ne désire ou n'ose demander sa démission. Et de fait Kalfoff a été l'un des ministres du cabinet Tsankoff qui a été le plus âprement critiqué. Le triste personnage qui s'appelle Grigor Vassileff n'a cessé d'intriguer contre lui, au vu et au su de tout le monde. C'est lui qui a fait attaquer Kalfoff dans le journal macédonien gouvernemental, „Zora" de la façon la plus violente. Et précisément c'est de lui qu'on parle comme successeur éventuel de Kalfoff. Si Vassileff ne réussit pas à bien manœuvrer, c'est Liaptcheff qui recueillera la succession du ministre des Affaires Etrangères.

Les partis de l'opposition

Les conciliabules entre les partis de l'opposition continuent et l'on peut affirmer, d'ore et déjà, qu'il y a une entente entre les radicaux, les démocrates et les draghiévistes, c'est-à-dire les agrariens de droite. Cet accord est devenu manifeste, lorsque dans une récente interpellation déposée par les agrariens, les trois partis ont présenté un ordre du jour commun. On parle de pourparlers secrets qui auraient lieu présentement entre les agrariens et les Chiroki (les social-démocrates).

La Ligue Militaire

L'entente des partis de l'opposition inquiète fortement la Ligue Militaire. Le nombre de ses membres à Sofia, de 1600 a monté à 2400. Les officiers qui s'étaient tenus jusqu'à présent à l'écart de la Ligue y sont entrés sous la pression. Tous les éléments d'opposition dans la Ligue ont été condamnés au silence.

Les autonomistes

L'O. R. I. M. présente un spectacle intéressant. La masse de l'Organisation est mécontente du cabinet Tsankoff, qu'elle accuse de se prosterner devant le gouvernement de Belgrade. Mais vu les rapports intimes qui lient ses chefs au gouvernement et leur complicité dans les crimes commis par celui-ci, l'Organisation ne prend pas une attitude nettement hostile. Néanmoins les relations sont loin d'être cordiales et confiantes. Le renforcement de l'opposition contre la dictature militaire donne fortement à penser aux meneurs macédoniens.

Les organisations illégales

Malgré la terreur blanche, malgré les torrents de sang versé, Tsankoff n'a pas pu maîtriser l'esprit révolutionnaire du peuple. Dernièrement, on a collé sur les murs de Sofia des appels contre le gouvernement. D'autre part, dans certaines régions la police a saisi des publications clandestines et des feuilles volantes. Pris de peur, le gouvernement a décidé, — tel le cas de Philippople, — de ramener l'heure de police à 10 h. pour la fermeture des magasins et à 11 h. pour la circulation du public. Les mêmes mesures de rigueur seraient projetées pour Sofia.

M. Kalinka

Un appel des Albanais de Roumanie

Nous publions ci dessous l'appel que nous fait parvenir la colonie albanaise de Bucarest.

N. D. L. R.

La trahison d'Ahmed Zogou.

L'aventurier qui, grâce au mensonge, à l'intrigue et à la haute trahison, bravant la volonté nationale, s'est arrogé le pouvoir de diriger les destinées de notre patrie, est en train d'accomplir un acte dont la scélératesse n'a point de précédent dans l'histoire des peuples.

Albanais!

Par sept fois la Conférence des Ambassadeurs de Paris, par quatre fois la Société des Nations, par deux fois la Cour de Justice internationale de La Haye — ces hautes assemblées à veiller sur les destinées du Droit et de la Justice — ont jugé que les régions de Vermosh et de Saint-Naoum sont terre albanaise et font partie intégrante du territoire de la libre et indépendante Albanie.

Le monastère de Saint-Naoum! ce monument admirable qui, à travers les siècles de ténèbres et d'horreurs, nous a gardé des traditions de beauté et de noblesse humaine, ce symbole immaculé et suprême de la liberté et de la dignité de notre patrie albanaise!

Le peuple albanaise a, dans un noble élan d'amour de la patrie, salué ces hautes décisions qui ont réussi à consacrer enfin, pour l'Albanie même, les principes de Droit et de Liberté qui présideront désormais à l'évolution de la vie politique des nations.

Albanais!

Ce qui fit la joie enthousiaste de tout un peuple, afflige le sinistre personnage qui occupe — quelle honte! — la magistrature suprême de l'Etat.

L'usurpateur qui, par la force des baïonnettes étrangères, a anéanti nos libertés et instauré le régime de la terreur, le scélérat qui foule aux pieds la loi fondamentale et viole le serment de fidélité à la Constitution, prétend aliéner la terre de la patrie à ceux qui lui ont facilité l'usurpation et l'instauration de la terreur.

Le sinistre traître, mû par des ambitions misérables et lié par des promesses scélérates, baffoue les vertus de notre race et brave de nouveau le sentiment national et l'honneur de la patrie.

Albanais!

Nous avons un devoir sacré à accomplir!

Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas tolérer que le monstre perpètre l'infamie.

Nous ne devons pas tolérer que la terre de la patrie, où nos ancêtres ont subi, indomptables, tant d'épreuves, cette terre bénie qui a vu, à travers les siècles, leurs joies et leurs souffrances, devienne tout à coup la proie d'un aventurier sans scrupules.

Nous devons à jamais nous souvenir de nos devoirs envers les générations à venir, car s'il nous a été donné le bonheur de voir la réalisation, sous nos yeux, de notre idéal d'indépendance nationale, n'oublions pas qu'il nous incombe de léguer à nos descendants des leçons d'abnégation et d'amour de la patrie, et non point des témoignages de honte et de haute trahison.

Albanais!

La Colonie albanaise de Bucarest, fidèle à son passé de lutte pour la sauvegarde des libertés nationales et estimant que le régime de gouvernement personnel et despotique de l'aventurier qui s'est érigé en chef de l'Etat et qui essaie, en vain, de couvrir ses méfaits par la responsabilité imaginaire d'un soi-disant Parlement — servile ou plutôt terrorisé — risque de compromettre les intérêts vitaux de la nation;

Lance une convocation

qu'elle adresse aux Albanais résidant dans tous les pays d'Europe et d'Amérique, pour se réunir en un Grand Congrès National qui avisera aux moyens qui s'imposent pour la sauvegarde des intérêts suprêmes de la nation albanaise, pour la suppression du régime de terreur et de trahison et pour la restauration d'un régime de légalité, compatible avec l'esprit de liberté et la dignité nationale.

Les Sociétés et Colonies albanaises de tous les pays, les Conseils municipaux de toute l'Albanie sont invités à envoyer leurs délégués à ce grand Congrès national qui se tiendra, le 28 novembre 1925, à Bucarest, capitale de la Roumanie et point de départ du mouvement de réveil de la conscience nationale.

Albanais de tous les pays, la Patrie est en danger, faites votre devoir!

Le 2 septembre 1925

Le Comité de la Colonie albanaise de Bucarest

Le congrès de la Ilme. Internationale et le régime Tsankoff

Le deuxième Congrès de l'Internationale Ouvrière socialiste vient de tenir ses assises à Marseille.

Le Congrès dans l'ordre des questions politiques s'est occupé également de la situation dans les pays des Balkans.

Les débats sur ce sujet se sont déroulés dans la commission dite de l'Europe Orientale. Ils ont été particulièrement animés et par moments des plus violents.

Le régime Tsankoff y a passé un très mauvais quart d'heure.

D'après nos renseignements, les leaders social-démocrates bulgares, d'abord, comme on le sait, complices du coup d'Etat du 9 juin et, ensuite, collaborateurs et défenseurs du gouvernement de la Ligue Militaire, ont timidement cherché à excuser les crimes abominables de la terreur blanche bulgare, mais ils se sont heurtés à une hostilité ouverte.

Tous les membres de la commission, ayant à leur tête Otto Bauer, auteur et rapporteur de la résolution de la commission, paraissaient avoir leur siège fait. Ils n'ont donc toléré aucun plaidoyer en faveur d'un gouvernement assassin qui a pataugé et pataugé dans le sang du peuple bulgare.

Sakazoff et ses compères, les autres délégués bulgares, ont assisté impuissants à la flétrissure du régime Tsankoff.

Et quelle flétrissure! Elle a été si unanime et si forte qu'on peut dire que la mémoire des victimes sans nombre de Tsankoff a été quelque peu vengée.

Otto Bauer dans sa résolution a flagellé par les termes suivants la dictature de la soldatesque bulgare:

„L' I. O. S. dénonce avec indignation les actes de violence et de terrorisme commis dans certains pays et **spécialement en Bulgarie.**“

Condamné sans appel par la commission de l'Europe Orientale, le gouvernement Tsankoff l'a été encore plus solennellement par la séance plénière du Congrès.

En effet, la lecture du compte rendu de cette séance est particulièrement édifiante.

On sait que des divergences de vues se sont manifestées au sein du Congrès sur presque tous les problèmes, portés à son ordre du jour.

Eh bien, on peut dire que la question bulgare a été la seule où tous les délégués se sont trouvés en accord parfait.

Lorsque Otto Bauer, rapporteur, a été amené à traiter de la partie de la résolution relative à la Bulgarie, il a caractérisé et flétri le régime Tsankoff par des mots qui ont crépité dans la vaste salle, en provoquant un tonnerre d'applaudissements.

Sakazoff, en rentrant à Sofia, ne manquera pas, sans doute, de rapporter à Tsankoff l'écho de ce qu'il a vu, entendu au Congrès au sujet de son gouvernement. Il dira, il faut l'espérer, l'indignation, le dégoût et l'horreur qu'inspire le nom de la Bulgarie gouvernante actuelle aux représentants de la démocratie socialiste du monde entier.

Il peut ajouter, sans crainte d'être démenti, que non seulement les socialistes, mais la conscience de toute l'humanité, révoltée par les crimes inouïs de sa dictature, crie à Tsankoff:

A bas!

M. Kalinovsky

Les luttes du peuple macédonien pour la liberté

(Suite. II.)

L'insurrection de la Ste Elie (Ilinden) et sa répression

Le nombre de victimes que le peuple macédonien a données dans sa lutte pour la liberté a été considérable, surtout jusqu'en 1908, date à laquelle le régime constitutionnel a été proclamé en Turquie.

De 1896, lorsque l'autorité turque connut l'existence de l'organisation révolutionnaire en Macédoine, jusqu'à l'insurrection de la Ste Elie (Ilinden) en 1903, les „tchéta“ de l'Organisation livrèrent 132 combats aux troupes turques. Plus de 4000 partisans armés se battirent contre 72.000 soldats turcs. Plus de 500 de ceux-ci furent tués, 170 villages furent dévastés, — et les prisons turques étaient remplies de paysans et de citoyens macédoniens. Rien que dans la province de Salonique, environ 2400 personnes furent arrêtées, battues, torturées, jetées en prison. Quant aux pertes matérielles, elles furent énormes.

Pendant la révolte de Gorna-Djoumava (du 6 au 16 octobre 1902) organisée par les agents de la cour bulgare — le comité macédonien ayant alors à sa tête Tsoutcheff, Nikoloff, Protoguéroff et d'autres officiers bulgares qui, pendant leur activité révolutionnaire, touchaient aussi leurs émoluments d'officiers — la région de Pétritch à elle seule enregistra les pertes suivantes: 95 insurgés et 45 habitants paisibles furent tués, 15 villages détruits, 340 hommes et 130 femmes poursuivis ou arrêtés. En outre, 3000 personnes, hommes, femmes et enfants, s'enfuirent en Bulgarie par suite d'actes terroristes et de vengeance du pouvoir turc. Elles errèrent pendant l'hiver, privées de tout, presque nues, affamées, à travers les montagnes macédoniennes, jusqu'à ce qu'elles purent gagner la Bulgarie.

Lors des attentats de Salonique du mois d'avril 1903, les Turcs massacrèrent dans cette ville, trois jours durant, des centaines de Bulgares macédoniens. A Salonique, dans d'autres villes macédoniennes et à Constantinople plus de 10.000 personnes furent poursuivies et arrêtées. Mais ce fut la grande insurrection de l'été et l'automne 1903, connue sous le nom de révolte de Ste Elie, qui causa le plus de victimes.

La section révolutionnaire de Bitolia (Monastir) y prit la part la plus active; les autres secondèrent l'activité de leurs tchéta.

L'insurrection de la Ste Elie était prématurée, vu que l'Organisation n'était pas prête pour une lutte armée de grande envergure. Des révolutionnaires de marque, tels G. Deltcheff et d'autres, s'y opposèrent énergiquement, car ils y voyaient d'avance la défaite. Mais la décision était prise dans un congrès, où le point de vue de Garvanoff l'emporta. Celui-ci, ainsi que ses amis intimes avaient une idéologie verhoviste, c'est-à-dire n'avaient pas foi en la force et le succès du peuple macédonien. Ils étaient partisans du soulèvement, pensant attirer par ce moyen l'attention et provoquer la compassion de la diplomatie européenne.

L'insurrection éclata, et ceux des révolutionnaires qui s'y opposaient, remplirent tout de même leur devoir en soutenant la lutte des insurgés de Bitolia.

La population de la ville se joignit unanimement au mouvement. La lutte fut menée hardiment. Les insurgés firent preuve d'une bravoure et d'une fermeté héroïques. Pendant plusieurs jours, ils furent les maîtres de trois villes et de quelque villages de la province.

L'insurrection commença le 20 juillet et dura environ trois mois. Le nombre de combattants révolutionnaires était de 20.000. — force minimale en comparaison de celle qu'avait l'ennemi, qui comptait plus de 290.000 soldats.

Les insurgés livrèrent plus de 200 combats.

Six-cents villages, soit environ le quart des villages se trouvant dans le rayon d'action des troupes insurrectionnelles, furent détruits ou dévastés pendant et après ces événements, 90 villages furent totalement incendiés; 52.000 personnes environ restèrent sans abri; plus de 1800 habitans n'ayant pris aucune part au mouvement — la plupart des vieillards, des femmes et des enfants — furent massacrés dans le rayon des opérations, sans parler des pertes matérielles, qui étaient incalculables.

Quoique l'insurrection ne s'étendit pas aux autres secteurs révolutionnaires de la Macédoine, les tchéta redoublèrent partout leur activité et le nombre de victimes fut considérable dans tout le pays.

Durant la révolte d'Ilinden, 3500 partisans livrèrent 38 combats à plus de 20.000 soldats turcs dans le département de Salonique; dans celui d'Uskub 1000 insurgés se battirent contre 27.000 soldats turcs dans 16 combats. 1100 maisons furent incendiées, 5800 personnes restèrent sans abri; 270 Macédoniens non-combattants furent massacrés, 50 femmes et jeunes filles furent violées. Les paysans des arrondissements de Tikvech, de Guévgheli, de Voden et de Doïran eurent à souffrir tout particulièrement.

Les pertes totales du peuple macédonien pendant la révolte d'Ilinden et la répression féroce qui la suivit furent les suivantes: 135 villages (dans douze districts) détruits, environ 10.000 maisons incendiées, 2130 insurgés et habitants paisibles tués et massacrés, 2250 femmes et jeunes filles enlevées et violées. Vers la fin de 1903 plus de 500 détenus politiques se trouvaient dans les prisons turques.

Tel fut le bilan de l'insurrection d'Ilinden.

Les victimes furent particulièrement nombreuses dans le district de Bitolia qui avait été entièrement saccagé et dont une bonne partie de la population s'enfuit en Bulgarie. Dans cette région la misère fut si grande que des sociétés internationales de bienfaisance se virent dans l'obligation d'y envoyer des secours, organisant des collectes spéciales. Les survivants de l'insurrection capables de travailler durent quitter le pays pour chercher leur existence à l'étranger. Une grande partie émigra aux Etats-Unis. Et c'est ainsi, que depuis lors, les paysans, les ouvriers et les artisans macédoniens émigrent en masses vers l'Amérique.

Les Réformes

La férocité avec laquelle l'autorité turque étouffa l'insurrection, se servant des moyens les plus barbares, et par esprit de vengeance, n'épargnant aucunement la population macédonienne non-combattante — provoquèrent une violente indignation dans l'opinion publique européenne. La presse socialiste et radicale du monde civilisé entier prit le parti du peuple macédonien et exigea impérieusement des mesures sérieuses pour mettre fin à son supplice. Ce fut particulièrement en France, en Angleterre, en Italie et en Bulgarie que les protestations contre le système terroriste du sultan furent les plus véhémentes. Dans ces pays la presse, les tribunes parlementaires et les meetings furent utilisés pour intéresser les masses au sort du malheureux peuple. Cela obligea la diplomatie européenne de s'immiscer dans les affaires macédoniennes.

Des réformes, dites de „Mursteg“, furent élaborées; elles prescrivait un certain contrôle sur l'administration civile et militaire turques en Macédoine. On désigna deux civils, ayant pour tâche d'aider et d'assister Hilmi Pacha, dans ses „efforts pour secourir la population.“ En outre, un général italien fut nommé chef de la gendarmerie dans ces provinces. La Macédoine fut divisée en cinq secteurs, administrés par des officiers étrangers, désignés par les grandes puissances. Seule, l'Allemagne — en qualité de puissance amie de la Turquie hamidienne — s'était refusée d'intervenir.

Cependant, ces réformes ne changèrent en rien la situation de la population. Les agents civils et les officiers de gendarmerie, délégués par les grandes puissances se souciaient en réalité fort peu des véritables souffrances du peuple macédonien; ils n'étaient là que pour servir la politique impérialiste de leurs gouvernements, dont les aspirations se confondaient souvent avec celles de la Turquie. Le rusé Hilmi Pacha fit d'eux des auxiliaires politiques, qui ne demandaient pas mieux que de se „convaincre“ des „soins paternels“ prodigués par le gouvernement turc, à la population macédonienne! En outre, Hilmi pacha réussit à faire croire à ces représentants que l'unique responsable de la situation toujours troublée en Macédoine était l'Organisation Révolutionnaire.

Les délégués des puissances européennes particulièrement intéressées à la Macédoine, et en tout premier lieu le représentant de la Russie tsariste, qui se déclarait nettement hostile à toute tendance émancipatrice du peuple macédonien — étaient les adversaires tenaces de l'Organisation Révolutionnaire. Ils aidaient les autorités turques dans leur lutte contre les révolutionnaires macédoniens.

Ainsi, les „réformes“ de Mursteg, celles élaborées et appliquées antérieurement, ainsi que les „réformes“ financières et judiciaires que les grandes puissances faisaient mettre à exécution, — loin d'améliorer la situation du peuple macédonien, l'empiraient encore. Le gouvernement turc fut le seul à profiter de ces réformes; son régime tyrannique fut sanctionné par les grandes puissances.

L'O.R.I.M. après l'insurrection de la Ste Elie.

L'Organisation Révol. Intér. Macéd. ne cessa cependant pas de lutter. Elle développait opiniâtement son activité révolutionnaires, répondant par des représailles aux actes arbitraires et à la tyrannie du gouvernement turc. Ses tchétsas et, en partie, des révolutionnaires isolés, furent des plus actifs. Et plus le régime turc devenait sauvage, plus les attentats sur les voies ferrées et les ponts se faisaient-ils fréquents. En même temps, les chefs de l'Organisation soumettaient à la critique la tactique employée jusqu'alors. Ils voulurent puiser dans l'expérience du passé des directives nouvelles pour l'avenir. Alors, deux tendances se dessinèrent nettement parmi eux; deux fractions se créèrent; une bulgare, — conservatrice et nationaliste — l'autre macédonienne — avec des conceptions les plus démocratiques.

Les représentants de la première fraction, — la droite, — qui dirigeaient l'Organisation à l'ouest et au nord-ouest de la Macédoine, voire même l'Organisation toute entière, avaient perdu toute foi en la force révolutionnaire des masses (il est vrai qu'ils n'en avaient jamais eu beaucoup). Ils ne croyaient qu'à la diplomatie européenne et à l'armée bulgare. Ayant réussi à faire éclater l'insurrection d'Illinden, ils avaient cru que l'Europe chrétienne serait émue à la vue des souffrances du peuple macédonien et qu'en présence des persécutions et des malheurs qui suivraient inévitablement la

révolte les grandes puissances ne pourraient ne pas forcer la Turquie à octroyer l'autonomie à la Macédoine!

Malheureusement, même après le désastre d'Illinden, l'Organisation continua à avoir pour guides des hommes d'une idéologie aussi néfaste, qui finirent par perdre ce qu'il leur restait de foi en la force révolutionnaire des masses. Ils commencèrent à travailler directement à soumettre l'action de l'Organisation à la politique du gouvernement bulgare.

Antérieurement, tant que l'Organisation était encore aux mains des masses, les leaders de la droite, étaient forcés par celles-ci et par les chefs de l'Organisation de Salonique à s'opposer à la soumission aux visées annexionnistes bulgares (Verhovistes). Ils luttaient de concert avec les autres militants du mouvement révolutionnaire contre les agents du monarchisme bulgare, qui voulaient s'emparer de l'Organisation, pour la mettre au service de ses propres intérêts. Mais après la désastreuse insurrection, les innombrables victimes qui tombèrent dans toute la Macédoine, — particulièrement dans la région du sud-ouest, — on ressentait la fatigue s'emparer des membres de l'Organisation. Profitant de cela, les chefs de la droite se mirent à plaider ouvertement pour la politique verhoviste, — et le „Comité Suprême Macédonien“ de Sofia perdit alors sa raison d'être.

En effet, quel sens pouvait avoir l'existence simultanée de deux organisations fondées sur les mêmes principes et poursuivant le même but, puisque les chefs de la droite de l'Organisation Révolutionnaire, qui venaient de soussigner et avaient fini par capituler totalement devant les „brillantes perspectives“ et les merveilles que le gouvernement bulgare promettait pour leur patrie, et par accepter entièrement le programme du „Comité Suprême Macédonien“ de Sofia, dont le but était l'annexion de la Macédoine à la Bulgarie, et dont la tactique ne consistait qu'en des actions insurrectionnelles tendant à provoquer une guerre entre la Bulgarie et la Turquie.

Le „Comité Suprême Macédonien“ se disloqua donc, conformément au désir du gouvernement et de la Cour bulgares.

Il se disloqua, car le gouvernement et la Cour bulgares préféraient avoir comme agents de leur politique macédonienne des personnes ayant déjà travaillé avec le peuple macédonien même et possédant de l'influence sur lui — et ces qualités étaient précisément réunies par les chefs de la droite de l'Organisation Révolutionnaire, qui venaient de soussigner au verhovisme total.

Cependant, la population révolutionnaire de la Macédoine ne se laissa pas entraîner par ces meneurs, dont l'influence ne s'étendait qu'au département révolutionnaire de Bitolia et en partie à celui d'Uskub. Malgré la grande autorité de ses leaders (Garvanoff, Sarafoff et Matoff) elle se déclara contre leur politique. Trois des cinq départements de l'Organisation Révolutionnaire, Sérres, Stroumitza et Salonique, se déclarèrent énergiquement contre cette politique du nouveau verhovisme, exigeant fermement l'indépendance du mouvement révolutionnaire macédonien.

Deux tendances, deux camps hostiles et ennemis se formèrent alors dans l'Organisation. La scission eut lieu et il s'ensuivit un grand nombre d'attentats des deux côtés, — les deux parties prétendant agir au nom de l'Organisation. Ces deux courants se cristallisèrent dans les luttes que leurs représentants menaient légalement en Macédoine, lorsque les conditions permettaient cette légalité, et principalement pendant le régime constitutionnel en Turquie de 1908 à 1912.

(A suivre)

D. Vlahkoff

REVUE DE LA PRESSE

Presse française

Séverine pour les peuples opprimés des Balkans

Séverine, cette femme dont le coeur vibre toujours pour les causes justes, en un bel article dans „l'Ere Nouvelle“ s'élève contre les traités iniques qui ont couronné l'oeuvre sinistre de la grande boucherie. Elle flétrit le mensonge de la formule: „le droit des peuples à disposer librement d'eux mêmes.“

N'est-ce point pour ces mots que tant de nations se sont égorgées, que douze millions de morts ont fait de la vieille Europe le plus immense charnier qui ait jamais, de sa puauteur, ensencé „le Dieu des armées“.

Puis Séverine dénonce la réaction forcenée qui sévit dans les pays qui ont réclamé pour eux, dans le passé, la liberté et la justice et qui se font aujourd'hui les bourreaux des autres peuples que les traités ont placés sous leur joug:

„Terreur blanche! Terreur blanche partout! Et non pas seulement envers des rebelles actifs qui, jouant le grand jeu, acceptent le risque et dédaigneraient de se plaindre, mais contre l'homme de la rue, n'importe qui, suspect de ticideur, ou de parenté, fût-elle lointaine, avec un militant.“

A ceux qui furent nos alliés, on attribua, au détriment des vaincus, de vastes lambeaux de patrie, arrachés tout vifs des pays dont les habitants parlaient le langage qui recélaient, depuis des siècles et des siècles, les tombes de leurs aïeux!

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes! Quand, où, comment les-a-t-on consultés, ces „déracinés“ malgré eux? Quel plébiscite a consacré la volonté de quelques hommes, disposant délibérément du sort de millions d'autres?

C'était bien le peine de s'indigner contre les bourreaux de la Pologne pour qu'à son tour, dans ses prisons, elle traitât ses sujets rétifs comme elle avait, jadis, été traitée! Son occupation de la Russie blanche, les sévices qu'elle y exerce, sont effroyables. Un malheureux, entre autres, y a été „tourmenté“ sept heures sans interruption! Plus d'un millier d'indigènes, hommes, femmes, enfants, gémissent dans ses cachots!

C'est la Macédoine qui, par la voix de ses fils les plus intellectuels, ses étudiants, proteste avec désespoir contre la domination serbe et grecque, proscrivant jusqu'à l'idiome natal!

C'est l'infortunée Bessarabie, offerte en récompense à la Roumanie, envahie soudain par l'armée roumaine et traitée par la soldatesque en région gagnée par le sort des armes. Ses prisons regorgent, la torture y est d'usage courant, appliquée au féminin aussi bien qu'au masculin, à l'enfance comme à la vieillesse! On juge à huis clos, sans témoins, sans avocats! Henry Torrès, parti là-bas pour défendre deux cent quatre-vingt-six, de ces pauvres gens, parviendra-t-il à surmonter tous les obstacles qui vont se lever devant ses pas, à accomplir sa mission?

Le Tyrol — qui parle allemand — se refuse à devenir une Vénétie à rebours; le Monténégro réclame son indépendance d'avant-guerre; la Yougoslavie, faite de pièces et de morceaux, est comme ces jeux de patience qu'assemble la main d'un enfant et que le moindre heurt disloque; ce qui reste de l'Autriche se veut rattacher à l'Allemagne, — tout cela sent le provisoire, l'impromptu, l'éphémère...

Et la Bulgarie est le théâtre de scènes dont le moins qu'on puisse en dire est qu'elles sont déshonorantes pour l'humanité; pour ceux qui les commettent et pour ceux qui les laissent passer sans les marquer de la plus éclatante réprobation. Si Vandervelde a pu qualifier la situation de la Macédoine de „scandale européen“, que dire de la réaction bulgare? Elle dépasse les limites de la vieille Europe: elle mérite l'anathème du monde entier!

Personne n'a eu l'idée de s'élever contre l'exécution des déments (le mot rend bien ma pensée) qui commirent l'attentat de Sofia. Il était de ceux dont Talleyrand, maître ès psychologie, pouvait dire: „C'est plus qu'une crime, c'est une faute.“ Il desservait le parti auquel appartenaient ses auteurs de toute l'horreur de ses suites.

Mais de là à l'hécatombe en masses, le meurtre organisé, systématique, des adversaires, il y a quelque distance... Je ne puis mieux faire que de recommander à ceux qu'intéresse la paix dans les Balkans la lecture d'un volume qu'a édité Le 7e jour (63, rue du Ruisseau). Il a pour titre: **la Bulgarie sous le régime de l'assassinat**; il provient de l'Union Paysanne Bulgare à Pétranger; il se présente sous les auspices de MM. Aulard, Vandervelde, Emile Kahn, des généraux Sarrail et de Fourton — donc disculpé de tout communisme.

Lisez cela: c'est à frémir...“

Presse autrichienne

L'expulsion de la délégation ouvrière tchéco-slovaque de la Bulgarie

Une délégation ouvrière de la Tchéco-Slovaquie s'était rendue il y a quelques semaines en Bulgarie, tant pour se rendre compte de visu de la situation du peuple bulgare soumis au despotisme terroriste de Tsankoff, que pour porter aide et assistance aux détenus, aux veuves et aux orphelins. Mais le gouvernement bulgare a besoin des ténébres pour perpétrer ses crimes. Aussi, à peine arrivée à Sofia, la délégation se vit-elle invitée à quitter le pays. Dans une assemblée de protestation tenue à la „Hernalser Bräuhaus“ le 1er septembre dernier, deux membres de cette délégation, Karl Kreibich, député, leader du prolétariat tchèque, et Schwab, secrétaire de l'association rouge des ouvriers agricoles purent, toutefois, de leur séjour si courte en Bulgarie, présenter, chiffres et documents à l'appui, le tableau effroyable de la population bulgare harcelée et massacrée par Tsankoff.

Là-dessus, l'Assemblée vota à l'unanimité la résolution suivante de protestation:

„L'Assemblée ouvrière réunie le 1er septembre 1925 dans la salle du „Hernalser Bräuhaus“ prend connaissance du rapport de la délégation tchèque avec la plus violente indignation et proteste avec véhémence contre l'expulsion brutale et impertinente de cette délégation de la part du gouvernement Tsankoff.“

„Ce gouvernement couvert de sang, qui a lâchement assassiné des milliers d'ouvriers et de paysans et qui s'apprête à nouveau à en faire exécuter des centaines au moyen de son appareil judiciaire, cherche à ne pas laisser dévoiler son action criminelle, en expulsant la délégation officielle des ouvriers tchèques.“

„Le monde ouvrier international ne se laissera aucunement intimider par cette tentative burlesque du gouvernement Tsankoff de cacher ses actes, et saura bien trouver les moyens pour porter au grand jour la vérité sur les atrocités du régime sanguinaire de Sofia.“

„L'Assemblée proteste contre les agissements de la légation bulgare qui, en payant des louches individus et achetant une partie de la presse, essaie de tromper l'opinion publique sur les événements de Bulgarie. Elle s'élève contre les menées de cette légation, qui prépare les meurtres des émigrés bulgares et qui fête les meurtriers comme des héros.“

A bas le gouvernement des assassins de Sofia!
Liberté aux détenus politiques en Bulgarie!
Vive la solidarité internationale du prolétariat!
Vive le Secours Rouge!“

Le procès de Kichenev et les procédés du gouvernement roumain

Le procès de vengeance des boyards roumains contre les paysans bessarabiens a commencé par une série de brutalités, de férocités vindicatives et d'illégalités. Le président en est le colonel Maxim, tristement célèbre par ses tueries des 123 paysans de Tatar-Bunar.

Le procès se déroule dans la cour de la fameuse prison-citadelle de Kichenev qui, pour l'occurrence, est entourée et hérissée de troupes, de tanks, de canons et de mitrailleuses. Les 1500 témoins sont tenus isolés par des détachements de l'armée, pour toute la durée des débats.

Dès les formalités préliminaires il fut constaté que 127 accusés avaient été inculpés sans passer par aucune instruction. Il a été en outre établi officiellement que contre 300 accusés l'instruction a été absolument incomplète. Le délai réglementaire de trois jours pour l'étude des actes de l'accusation a été refusé, tant aux accusés qu'aux avocats de la défense. Toutes les protestations présentées et les demandes d'ajournement ont été repoussées. L'auditeur militaire Stephan Bereched, ne répliqua même pas aux arguments juridiques; il cita tout simplement comme modèle digne d'être suivi l'exemple de la Bulgarie, où de tels procès sont „expédiés“ en quatre jours.

A l'appel, 65 témoins manquaient; la majeure partie en avait été fusillée par ordre du président actuel du procès, le colonel Maxim, lors de la répression de la révolte — sans aucun jugement.

La ROTE FAHNE de notre ville commente ces faits en ces termes:

„Une immense responsabilité pèse sur le prolétariat international tout entier pour ces victimes de la bête sanguinaire gouvernementale roumaine. Il s'agit, par de grandes et résolues démonstrations, de les arracher aux bourreaux de l'oligarchie roumaine. Le prolétariat international a le devoir de montrer à toute occasion et partout aux représentants du gouvernement roumain à l'étranger, son indignation et son mépris pour les crimes des bandits de Bratiano.“

Le procès de Kichenev doit devenir celui des satrapes roumains

En parlant du procès monstre de Kichenev, des 800 accusés et 1500 témoins, qui ne sont pas mieux traités que les accusés, des 70.000 pages de l'acte d'accusation, l'„Abend“ de notre ville rappelle le procès des communistes qui eût lieu à Bucarest en mai. L'avocat viennois Dr. Schönhof avait été alors admis comme défenseur par le gouvernement roumain.

Mais, à peine arrivé à Bucarest, la Siguranza s'est mise à le filer, à le harceler, et, le deuxième jour, il était arrêté alors qu'il voulait prendre connaissance de l'accusation. On essaya de lui extorquer toute sorte d'"aveux" et il ne fut reconduit à la frontière qu'après les violentes protestations de la presse ouvrière de Vienne.

"Ce procès des communistes", dit notre confrère, "où comparurent 70 accusés, a déjà montré les procédés de la justice roumaine. Et maintenant se déroule, en plein silence, caché aux regards du public européen un procès, à Kichinev, qui aurait été une impossibilité dans toute autre partie de l'Europe."

"Les détenus sont accusés d'avoir fomenté en septembre 1924 une révolution pour détacher la Bessarabie de la Roumanie. En réalité, la misère et les iniquités ont poussé les paysans à une révolte. Dans les combats qui en résultèrent près de Tatar Bumar plusieurs centaines de paysans furent tués, quelques villages complètement incendiés, "par punition" et quelques milliers de paysans jetés en prison, où un grand nombre "mourut" ou "se suicida". Et les survivants se trouvent maintenant au banc des accusés!"

Dans ce procès (étrangement barbare, aurions-nous dit, si nous ne connaissions malheureusement que trop bien le système des gouvernants de Bucarest), ni les accusés, ni les défenseurs n'obtinrent le délai minimum réglementaire de trois jours pour prendre connaissance des dossiers, ce qui suffit pour juger les méthodes des satrapes roumains.

Les associations ouvrières de Graz contre Tsankoff

A Graz eut lieu le 13 août dernier un grand meeting des associations ouvrières sans distinctions de partis, pour protester contre le terrorisme de Tsankoff. La résolution suivante y fut adoptée:

"A la Légation de Bulgarie.

C'est avec une indignation toujours croissante que l'assemblée ouvrière réunie le 13 août 1925 à Graz, sans distinction de partis, prend connaissance des meurtres ininterrompus de votre gouvernement sanguinaire à Sofia. L'assemblée exige de mettre immédiatement fin à cette honte de la civilisation, en arrêtant tous les procès et en remettant en liberté tous les prisonniers ouvriers et paysans. La classe ouvrière autrichienne se déclare fraternellement solidaire de ses frères emprisonnés, asservis, persécutés par le gouvernement Tsankoff, et elle concentrera toutes ses forces pour se dresser contre le régime sanguinaire de votre gouvernement.

A bas le gouvernement Tsankoff!

Vive la solidarité internationale!

Signé: Julius Cagram, Président."

Presse française

La répression en Bulgarie

Sous ce titre, "Paris-Soir," organe de M. M. Frossard, Victor Méric, a publié dans son numéro du 9 sept. l'interview suivante que lui a accordée M. Velinoff, député bulgare:

"Nous avons eu la bonne fortune de rencontrer un des très rares agrariens qui purent échapper aux poursuites des bandes macédoniennes, à la suite de l'attentat de la cathédrale de Sofia, M. Velinoff, député au Sobranié bulgare.

"Après de longues et périlleuses journées de marche à travers les montagnes, grâce à la complicité des paysans qui le cachaient durant le jour et le guidaient pendant la nuit, il est parvenu en Yougoslavie où il a retrouvé plusieurs centaines d'agrariens qui y étaient réfugiés de 1923. Nous reproduisons ci-dessous les déclarations qu'il a bien voulu nous faire. On verra que le régime de Tsankoff, qui pèse lourdement sur la Bulgarie, crée dans les Balkans un état de trouble qui autorise toutes les inquiétudes."

"La dictature militaire exerce son contrôle absolu sur tout le pays, nous dit-il. Mes collègues Petrini, Kossovsky, Grantcharov ont été exécutés aussitôt après leur arrestation, avant même d'avoir atteint la prison où ils étaient conduits; une centaine de nos partisans, des professeurs, des avocats, des dirigeants syndicalistes, ont été massacrés. A l'heure présente, des milliers d'ouvriers et de paysans sont emprisonnés et soumis quotidiennement à la torture. Les cours martiales siègent en perma-

nence. A Varna, elles ont prononcé récemment vingt-cinq peines de mort, soixante peines aux travaux forcés à perpétuité. Dans les différentes prisons de Sofia, une quarantaine d'hommes ont été condamnés à la pendaison.

"A Choumna, 480 membres de notre parti passent ces jours-ci devant la justice militaire qui réclame leur exécution.

"En fait, le parti agrarien ne possède plus de leader autorisé. Les meilleurs d'entre nous, sept ministres de Stamboulisky dont Tsanko Bakaloff, un septuagénaire, ont été tués. J'ai perdu trente de mes collègues du Parlement, assassinés dans la rue. Voici quelques semaines, deux ministres agrariens, Yanev et Pavlov, ont été brûlés vifs dans leur cellule.

"La répression a désorganisé et démoralisé le pays. Les atrocités commises permettent de tout envisager. Avant le succès de la conspiration militaire, la Bulgarie avait réalisé de nombreux progrès sociaux. Or, pour ne prendre qu'un exemple, des centaines d'écoles ont été supprimées au profit du budget de la guerre, c'est-à-dire du terrorisme.

"Les visées impérialistes du présent gouvernement peuvent amener un conflit avec la Yougoslavie. La situation entre la Bulgarie et la Serbie est très tendue et nos voisins pourraient fort bien envoyer des troupes pour mettre à la raison les comitadjis macédoniens qui, au service de Tsankoff, font d'incessantes incursions en territoire serbe.

"Stambouliski, le premier, tenta de créer un sentiment de fraternité entre les peuples slaves. La paix, dans les Balkans, ne pourra régner que si notre gouvernement prend la forme démocratique.

"Le militarisme bulgare est un danger constant pour l'Europe."

Mais M. Velinoff ne désespère pas de l'avenir de son pays.

"Je rentrerai bientôt à Sofia, nous dit-il, à moins que je n'aie, d'ici là, partagé le sort de Daskalov, de Tchaouloff et de Panitza."

On sait que ces trois chefs furent assassinés en exil, l'un à Prague, les deux autres à Milan et à Vienne.

G. D."

Les chefs de L'Internationale Socialiste contre Tsankoff

Nous publions ci-dessous une déclaration signée par dix chefs socialistes des plus connus et déposée au bureau du récent Congrès de l'Internationale Socialiste à Marseille.

"Le Congrès de l'Internationale Ouvrière socialiste, réuni à Marseille, apprend avec horreur et indignation que le gouvernement terroriste de Bulgarie a assassiné, pendant les quatre derniers mois, sans jugement et uniquement en vertu de la loi martiale, des milliers de paysans, d'ouvriers et d'instituteurs et a fait condamner par ses Conseils de guerre plusieurs centaines d'autres victimes innocentes qui attendent d'un moment à l'autre, leur pendaison.

Nous considérons de notre devoir d'appeler le monde civilisé, et en particulier, la classe ouvrière internationale à protester contre une telle politique des meurtres du régime Tsankoff et nous demandons que la loi martiale soit abrogée et que les sentences de mort soient annulées.

Nous sommes convaincus que la vie et la paix, non seulement du peuple bulgare, mais encore de tous les peuples balkaniques seront en danger permanent, aussi longtemps que la Junte actuelle, militaire et terroriste, restera au pouvoir.

Aussi appelons-nous toutes les forces de la démocratie bulgare à s'unir pour donner à ce malheureux pays la paix et la sécurité qu'il mérite pleinement."

Loebe, président du Reichstag.

Victor L. Berger, député américain.

Otto Bauer, ancien Chancelier d'Autriche.

Jean Longuet.

J. Dollan, rédacteur du New Leader.

Frank B. Varley, député anglais.

Rudolf Breidscheid, député allemand.

Ellenbogen, chef du Parti socialiste d'Autriche.

Dr. Sigmund Kunfi, rédacteur à l'Arbeiter-Zeitung.

Morris Hillquit, leader du Parti socialiste d'Amérique.

PARTIE ALLEMANDE

Bukowina

Von allen Kronländern der ehemaligen österreichisch-ungarischen Monarchie wurde der Bukowina das schwerste Los zuteil. Durch die rumänische Armee im November d. J. 1918, wie es hieß, „nur auf kurze Zeit“, gegen den Willen der gesamten Bevölkerung, im Widerspruch zu den Bestimmungen der völkerrechtlichen Verträge und 14 Wilson'scher Punkte okkupiert, wird Bukowina bereits das siebente Jahr hindurch unter dem Zwange eines unerhörten Terrors und ebensolcher Willkür seitens der königlichen Regierung Rumäniens völlig zugrunde gerichtet.

Durch den Vollzug dieser Okkupation hat sich Rumänien einen Akt gegen den Vertrag, der durch Rußland und die Ententemächte im Jahre 1916, in London geschlossen wurde, und dem zufolge Bukowina im Falle einer Aufteilung Oesterreich-Ungarns Rußland zugeteilt werden sollte, zu schulden kommen lassen. Dieser Akt bedeutete auch völlige Vergewaltigung des Willens der Bevölkerung, welche anlässlich des allgemeinen Volkstages am 3. November d. J. 1918 in Czernowitz beschlossen hatte, sich an die West-Ukrainische Republik anzuschließen, (worauf auch der Anschluß Bukowinas an Ukraina laut Erklärung vom 22. Jänner d. J. 1919 in Kyjiv vollzogen wurde). Bald darauf, im Jahre 1922, protestierte sie anlässlich des allgemeinen ukrainischen Volkstages gegen das Recht des Bukarester Parlaments, in den Angelegenheiten Bukowinas Beschlüsse fassen zu dürfen.

Selbst die Ententemächte haben, indem sie im Jahre 1919 laut Art. 59 des Vertrages von Saint-Germain nur das südöstliche Gebiet des Landes Rumänien zuerkannten, Bedenken gehabt, dem Lande das Selbstbestimmungsrecht völlig zu entziehen. Erst ein Jahr später, und zwar im Jahre 1920 wurde durch die Großmächte auf Grund des Artikels 3. des Vertrages von Sévres die vollzogene Tatsache der widerrechtlichen rumänischen Okkupation nachträglich durch eine internationale juristische Form gerechtfertigt und auf Grund derselben die ganze Bukowina Rumänien endgültig zuerkannt.

Doch hat das Volk Bukowinas niemals die Geltung dieses Gewaltaktes anerkannt. Auch hat es sich nie mit solch offenkundiger Vergewaltigung der elementarsten Menschen- und Bürgerrechte einverstanden erklärt und hörte nicht auf, gegen die rumänische Okkupation zu protestieren. Sechs Jahre sind bereits seit der Zeit vergangen, wo das Land durch die rumänische Armee besetzt wurde, und doch protestiert das Volk Bukowinas auch heute dagegen, daß dieses Land Rumänien preisgegeben, und einem Regime der Gewalt und Knechtung überliefert werde.

In diesem Lande, dessen Bevölkerung sich aus 42% Ukrainern, 32% Rumänen, 8% Deutsche und 14% Juden zusammensetzt, begann die rumänische Regierung, vom ersten Tage ihres Waltens an, die Politik einer grausamen Verfolgung aller, nicht-rumänischen Nationalitäten. Wirtschaftliche Ruinierung, Verfolgung nationaler Kultur, Einkerkierungen, Terrorakte und Folterungen wurden zu gebräuchlichsten Kampfmitteln der Okkupanten.

Im Verlaufe von sechs Jahren der Okkupation vermochte es Rumänien, das gesamte ukrainische und auch deutsche Schulwesen zugrunde zu richten. Alle ukrainischen Volksschulen, 168 an der Zahl, in welchen 30.000 Kinder Unterricht auch den deutschen Volksschulen zuteil. Dafür aber wurden Schulen mit rumänischer Unterrichtssprache, die der Bevölkerung fremd ist, eingeführt. Alle ukrainischen und deutschen privaten und staatlichen Mittelschulen, Gymnasien und Seminare in Czernowitz, Sereth, Waschkoutz, Wiznitz und Kotzman, davon 7 ukrainische, 4 Deutsche und 2 jüdische, wurden aufgehoben, alle 3 ukrainischen Fachgewerbeschulen geschlossen.

Die ultraquistische Czernowitzer Universität mit deutsch-ukrainischer und rumänischer Vortragssprache wurde in eine rein rumänische umgewandelt. Auf diese Art und Weise fanden sich 1200 Studenten ukrainischer, deutscher und jüdischer Nationalität der Möglichkeit beraubt, ihren Hochschulstudien zu obliegen.

Außerdem werden die Kinder dieser Nationalitäten bei den Prüfungen aus rumänischer Sprache nicht durchgelassen, um auf diese Art und Weise die Ukrainer, Deutschen und Juden auf eine niedrigere Bildungsstufe hinabzudrängen.

Auf dem kirchlichen Gebiete wurde vollständige Rumänisierung durchgeführt, die Geistlichen ukrainischer Nationalität werden verfolgt, die Ukrainer werden aus dem Verbanne kirchlicher Institutionen und Konsistorien hinausgedrängt und in den ukrainischen Gotteshäusern wurden Predigten in ukrainischer Sprache verboten.

Im Bereiche des Gerichts- und Administrationswesens, desgleichen in allen Gemeindeämtern und in allen staatlichen Institutionen wurde die ukrainische und deutsche Sprache kassiert, dafür aber die rumänische eingeführt. Dadurch wurden alle Nichtrumänen, das heißt 68 v. H. der ganzen Bevölkerung, um das elementare, durch den internationalen Vertrag betreffs des Schutzes nationaler Minderheiten vom 1. Dezember 1919 gesicherte Recht gebracht. Ukrainische und deutsche Kultur- und Bildungsvereine, im ganzen mehr als 150 Institutionen, wurden geschlossen und das Vermögen der aufgehobenen Vereine, wie es hieß, zugunsten des Staates konfisziert, in Wahrheit aber von den Handlangern der Regierung für ihren Privatgebrauch beiseite geschafft.

Nicht besser schaut es auch auf dem landwirtschaftlichen Gebiete aus. Die angekündigte Agrarreform wird auf die Weise durchgeführt, daß auf dem dem Staats- und Religionsfonds weggenommenen Grund und Boden Militärkolonisten angesiedelt werden, welche bewaffnet und der lokalen Bevölkerung, vor allem der ukrainischen Bauernschaft, äußerst feindlich gesinnt sind. Diese Kolonisten erhalten je 5 ha des Bodens in einer Zeit zugewiesen, wo 75% Bauern nur über 1-2 ha oder noch weniger verfügen. Außerdem verschenkt man den Boden an höhere Beamte, Spekulanten und Regierungsagenten aus Rumänien, die nicht imstande sind Roggen vom Weizen zu unterscheiden. Tausende und Abertausende Hektare des Bodens des Religionsfonds wurden an profitgierige Spekulanten vergeben, von denen diese Reichtümer ohne jede Rücksicht auf die wirtschaftlichen Interessen des Landes ausgebeutet werden.

Bei Gelegenheit unaufhörlicher und widerrechtlicher Hausdurchsuchungen unter den jüdischen Kaufleuten, desgleichen unter den ukrainischen und deutschen Bauern, wird die Bevölkerung von den Regierungsagenten auf eine schamlose Weise ausgeplündert und bestohlen, wobei ihr Vermögen von denselben ungesetzlicherweise requiriert wird.

Die ukrainische Kooperative wurde ausgerottet, ihr Vermögen in den meisten Fällen konfisziert, die Kreditkassen aufgehoben, — man ließ das Volk einfach ohne alle Kredithilfsmittel. Den Bauern wurde die Pflicht Vorspanne beizustellen und andere Dienstleistungen zu machen auferlegt, ebenso wird die Bevölkerung durch willkürliche Steuern bedrückt, die die Regierung einnimmt. Ukrainische Beamte, Arbeiter und Lehrer werden größtenteils aus dem Verbanne der staatlichen Institutionen und Unternehmungen einfach hinausgeworfen.

Der Bukowinaer Landtag wurde aufgelöst, die lokale Autonomie und Selbstverwaltung der Gemeinden aufgehoben, überall auf dem Lande wurden in den Gemeindeämtern Regierungskommissäre eingesetzt. Der Terror der liberalen Partei übersteigt alle Begriffe. Die rumänische Konstitution

statuiert, daß Nichtrumänen kein Recht auf Sitz und Stimme im Parlament haben. Alle Versammlungen sind verboten. Die Teilnahme an Versammlungen, an denen sich mehr als fünf Teilnehmer beteiligen, wird, wie das Beispiel Dobrodzean-Gherea lehrt, mit einer Kerkerstrafe von fünf bis zu zehn Jahren geahndet.

Der Terror wütet unter allen Klassen der Bevölkerung. Folterungen sind an der Tagesordnung. Die alte türkische Folter, die darin besteht, daß man dem Delinquenten die Fersen zerpeitscht und dann Salz in die Wunden hineinstreut, gelangt ebenso in den Städten wie auch auf dem Lande zur Anwendung. Auspeitschungen finden öffentlich statt. Seinerzeit hat der Innenminister Wojtojanu eine Verordnung ergehen lassen, in der zwar der Umstand, daß die Agenten der Regierung die Prügelstrafe und körperliche Züchtigungen anwendeten, gerügt, doch dem Usus selbst keineswegs durch ein kategorisches Verbot begegnet wird. Der Kriegszustand dauert bereits sieben Jahre lang und die Bevölkerung wird auf Gnade und Ungnade der Siguranza, den Gendarmen und den Militärkommandanten ausgeliefert.

Die Zahl der Verhandlungen unter dem Vorwande des „Hochverrates“ erreichte schon schwindelnde Höhen. Von den ersten Tagen der Okkupation an dauern die Inhaftierungen der Bauern und von Angehörigen der ukrainischen, jüdischen und deutschen Intelligenzkreise ununterbrochen fort. Ein neues Ausnahmsgesetz erprobte seine Wirkung fürs erste in Czernowitz, wo in diesen Tagen einige zehn Leute verhaftet wurden. Das Verschleppen der Leute in die Kerker nahm schon einen chronischen Charakter an. Einige werden freigelassen, andere dagegen festgehalten. Im vorigen Herbst verhaftete man in den Dorfgemeinden Orschoutz, Napolokoutz und Mamajesti 60 Bauern, welche man in Handschellen geschlossen und so mittels einer langen Kette paarweise aneinandergefesselt nach Czernowitz trieb und hier in den Gassen zur Schau herumgeführt hatte.

Solcherart durch die Kriegsoperationen zugrunde gerichtet, durch den räuberischen Terror der rumänischen Okkupanten und durch die illegalen Steuern zur Verzweiflung getrieben und jeder Möglichkeit einer legalen Kampfweise für ihre Rechte beraubt, sucht die Bukowina einen Ausweg in den Aktionen der nationalen Selbstverteidigung — durch die Revolution und den Sturz der rumänischen Tyrannei.

Und der Völkerbund, dessen vornehmstes Ziel die Aufgabe ist, sich der nationalen Minderheiten anzunehmen, verlangt, daß alle an ihn gerichteten Beschwerden nur von den behördlich anerkannten Organisationen und Parteien vorgebracht werden. Aber in der Bukowina ebenso wie in Bessarabien und nicht anders wie auch in Transsylvanien duldet die Regierung keine Oppositionsparteien und Organisationen nationaler Minderheiten, dadurch ist die Bevölkerung überhaupt aller Bürgerrechte beraubt, kann keine legalen Organisationen bilden und keine eigenen Abgeordneten ins Parlament wählen und für jeden Versuch einer Beschwerde an den Völkerbund verfallen die Leute den Kerkern und der Folter. In Hinsicht darauf gelten solche Bedingungen, wie sie der Völkerbund aufgestellt hatte, nur für die Länder, die ein gewisses Minimum an bürgerlichen Freiheiten besitzen, — Rumänien ist auf Grund derselben nicht heizukommen.

Daher sucht das Bukowinaer Volk ohne Unterschied der nationalen Zugehörigkeit anderswo den Ausgang aus der unerhörten Unterjochung.

Dieser Ausweg ist der revolutionäre Kampf gegen die rumänische Tyrannei, gegen die Bojaren und die königliche Regierung, für das nationale Selbstbestimmungsrecht und für die Bukowinaer Bauern- und Arbeiterrepublik.

Dieses Ziel können aber die Bukowinaer Bauern und Arbeiter nur im Wege der Revolution, durch die Nieder-

werfung der rumänischen Monarchie und die Ergreifung der Macht in ganz Rumänien und durch die Errichtung der Balkan-Föderation der freien Völker erreichen.

Die Revolution auf dem Balkan und die Balkan-Föderation bietet ihr die Garantie für die nationale und soziale Befreiung des Bukowinaer Volkes und werden ihm die Möglichkeit geben, sich selbst als Bukowinaer Arbeiter- und Bauernrepublik zu konstituieren und sich gemäß seinen national-kulturellen und sozialen Sympathien an den einen oder anderen Bund der freien Völker freiwillig anzuschließen.

G. Grigorowitsch

Die Agrarkrise in Großrumänien

Die Mitteilungen der rumänischen Regierungsorgane berichten über die heurige glänzende Ernte. Man rechnet sogar mit einer Ausfuhr von 60 000 Waggons Weizen. Im Verhältnis zum Vorjahre, als sogar eine Getreideeinfuhr aus Argentinien stattfand, wäre dies allerdings ein großer Fortschritt. Rumänische statistische Daten, aber, — wenn sie auch amtlich veröffentlicht werden — können sich nicht ihrer Glaubwürdigkeit rühmen.

Kein Wunder also, wenn schon rumänische Agrarkreise sich gezwungen sehen, diese glänzenden Ernteerfolge einer Korrektur zu unterziehen. In den Zeitungen sind schon Schätzungen veröffentlicht worden, die die ganze Weizenausfuhr heuer, höchstens auf 20—25 000 Waggons annehmen. Diese Schätzung steht schon der Wahrheit etwas näher. Die volle Wahrheit ist die, daß die Elementarschaden einen großen Teil der Getreideernte vernichteten. Die Dürre in Bessarabien verwüstete die Arbeit des ganzen Jahres. In Siebenbürgen wiederum machten Hagel und Eis enorme Sachschaden. Nach den glänzenden Ernteberichten klingt es etwas befremdend, die Meldungen aus Bessarabien und den westlichen Bezirken Siebenbürgens zu lesen, welche von Hungersnot und Mangel an Saatkorn wissen.

Dienen die amtlichen Erntemeldungen nur finanzpolitischen Zwecken — indem die Bukarester Regierung auf diese Weise den Leisturz an den Börsen Europas zum Halt bringen will — kann man, über diese Machinationen hinweggehend, eine volle Krise der Agrarproduktion in Rumänien feststellen.

Diese Agrarkrise bedeutet gleichzeitig auch das Mißlingen der rumänischen Agrarreform. Haben die Siebenbürger und Banater-Bauern allein, in diesem Jahre mit 100.000 Ha weniger Grund und Boden zum Getreidebau bearbeitet, haben sie damit nicht nur die lügenhaften Erntemeldungen entkräftet, sondern auch eine schallende Antwort auf die Agrarreformpolitik der Regierung gegeben, welche noch im vierten Jahre der Durchführung nicht so weit fortgeschritten ist, daß die kleinen Parzellen in den Besitz der Anspruchsberechtigten übergeben wären. Mit welcher Bürokratie diese Durchführung vor sich geht, dazu genügt nur ein Ultimatum der Bodenkulturingenieure zu erwähnen, welches mit einem sofortigen Streik drohte, wenn die Regierung die seit Jahren unbezahlten Arbeitslöhne für diese amtlichen Personen nicht flüssig mache.

Deshalb liegen in Siebenbürgen ganze enteignete Großgrundbesitze brach da. Die Rechtsanwälte ringen mit den Agrarkommissionen, Dorfnotare, Pfaffen bringen die nach Grund und Boden heißhungrigen Besitzlosen um ihre letzten Heller, Mitglieder der einzelnen Agrarkommissionen heimsen fixe Taxen für die Parzellen zu eigenen Zwecken ein, — aber die Parzellen werden nicht verteilt, sondern nur provisorisch in Pacht überlassen.

Man entwirft große Pläne über rumänische Kolonisierungen an den Grenzgebieten Siebenbürgens und des Banats. Die bisherigen Klein- und Mittelbesitzer dort, die ihr kleines Hab und Gut dadurch schon verloren, haben eine Anzahl

von Beschwerden vor die Völkerbund-Liga gebracht, welche soeben im September in Genf überprüft werden. Die Beschwerden sind da, aber von einer Agrarproduktion war keine Rede! Die neuen Kolonisten haben die Ackerfelder nicht bearbeitet, aber auch die alten Eigentümer konnten es nicht mehr tun. Und so war es auch in den übrigen neugegründeten Kolonien, in den Bezirken Satu und Bihor. In der Bukowina, wo ganze ruthenische Dörfer mit Rumänen aus der Moldau und Oltenia kolonisiert wurden, sieht man dieselbe Tatsache. In Bessarabien ist die Kolonisierung in der Weise mißlungen, daß die Regierung ein neues Gesetz über die Unveräußerlichkeit der Parzellen bringen mußte. Mögen die neuen Erntemeldungen noch soviel Ausfuhrmengen beihalten, zum tatsächlichen Export werden sie ebenso nicht kommen, wie die vor 4 Jahren verkauften und niemals abgelieferten Weizen-Waggons für die Schweiz und Frankreich.

Der Bauer — ohne Unterschied der Nationalität — ist nicht in der Lage, neben dem furchtbaren Kapitalmangel, der Korruption der Bürokratie, dem drückenden Steuersystem, für die Ausfuhr zu produzieren. Darum auch der Rückgang der Getreideanbaufläche, wie auch der fluchtartige Verkauf und die Verpachtung der kleinen Grundstücke. — Deshalb die Zunahme der Auswanderung, die noch mittels der Paffälschungen der höchsten Behörden, infolge der Zusammenarbeit derselben mit den Agenten der verschiedenen Seeschiffahrtsgesellschaften, katastrophale Dimensionen annahm. Für das kommende Wirt-

schaftsjahr sind noch düstere Verhältnisse auf dem Gebiete der Agrarproduktion zu erwarten, umso mehr, da die Preispolitik der Regierung, die verhältnismäßig niedrigen Preise der Agrarprodukte, im Gegensatz mit den zu hohen Industrie-Artikelpreisen, die Arbeitslust der Bauern vermindern.

Wozu sich ablagen, wenn nach Bezahlung der Steuer nicht einmal so viel übrig bleibt, daß der Kleinbauer die nötigen Geräte, Kleidungsstücke einkaufen könnte? Wie werden noch die Wucherzinsen der Banken, die Raten des Kaufpreises der Parzellen gedeckt werden? Wie könnte man von einer Mehrproduktion träumen, wenn nicht einmal das nötigste Inventar der Kleinbesitze vorhanden ist, wenn es an Arbeitstieren überall mangelt? Wie ist eine Intensivierung der Agrarproduktion zu erhoffen, wenn kein Fachunterricht für die auch in der Agrarproduktion analphabeten Bauern nicht stattfindet?

Die Agrarkrise ist also da und bedeutet das Scheitern der Konzeption mit der Agrarreform. Mit der Ernüchterung und Erbitterung der Besizlosen und Zwergbauern, geht aber auch der politische Radikalisierungsprozess derselben Bauernmassen parallel. Der linke Flügel der Bauernpartei in Rumänien steht vor riesigen Aufgaben: diese unzufriedenen Schichten auf dem richtigen Wege, bis zum Sturze des heutigen Bojaren-Regimes zu führen. Der einzig gangbare Weg dazu ist: Verständigung und Bündnis der rumänischen Arbeiter und Bauern.

Transsylyvanicus

PARTIE BULGARE

Един голем политически процес вжв Виена

На 30 септември започва разглеждането на процеса против убийцата на Т. Паница. Изглежда, че той ще е един от големите процеси в чужбина, където ще бъде изложена пред европейската общественост целата балканска проблема.

Едно нещастно орждие на правителството на Цанков и организацията на палача Протогеров уби на 8 май т. г. в Бургтеатър македонския революционер Т. Паница.

Кой е Т. Паница, кой е убийцата М. Кърничу, какво е участието в това убийство на Цанков и Протогеров, какъв е режима на извесния палач на българския народ, каква е ролята на кървавата македонска организация, какво е настоящето положение на македонския народ в трите части на Македония, — ето въпросите, които без съмнение ще се изяснат пред Виенските съдебни заседатели.

Общественното мнение с затаеност чака да се състои процеса. То очаква с нетърпение да узнае истинското положение в Македония и това на Балканите.

От десетилетия насам Македония е поприще на ожесточени национални и политически борби. Македонския народ, подложен на непоносим политически, национален, административен и економически гнет, изоставен изключително на себе си, потърси и намери у самия себе си сили, за да се бори против тоя гнет. Той основа и своята революционна организация. Повече от 30 год. тази организация съществува като води неравна борба със своите потисници.

Т. Паница бе един от първите борци за освобождението на Македония. Той се бори цели 22 години за независимостта на македонския народ и за неговото федериране с останалите балкански народи. Той се бореше с еднаква енергия, както против абсолютистическия режим на турските султани и паши, така и против завоевателната политика на балканските държави.

Паница беше социалист по своите политически убеждения. Той не правеше разлика между българи, турци, гърци, сърби, власи, албанци, евреи, населяващи Македония. Той не знаеше що е национална и расова умраза. За това и той беше обичан от целия македонски народ, от всички македонски националности. Паница беше решителен противник на народните потисници. Той беше противник и се бореше и срещу орждията на потисниците.

Реакцията в България и нейното орждие Протогеров преследваха Паница. В продължение на години те го лобеха да го убият. Те искаха на всяка цена да премахнат един свой противник, а Паница беше не само противник, но и враг на балканските империалистически правителства и техните орждия.

Правителството на Цанков и организацията на Протогеров наричат Паница предател на македонския народ, орждие на неговите врагове.

Кой е предател? Паница ли, който даде своята младост, своите сили, своя организаторски талант за свободата на македонските селяни, който през време на своята четвъртвековна революционна дейност извърши маса най-рисковани терористически акции за преуспеването на македонското движение, който през всичкото време на своята дейност води непримирима борба против враговете на македонския народ — турската абсолютистическа власт и балканските империалистически правителства и династии; който обяви безпощадна война на агентите на тия правителства? Паница ли е предател, или това нещастно орждие, убийцата М. Кърничу, която никога не е имала нищо общо с македонското движение, която в продължение на години се е занимавала, през време на войната и след нея, с контрабанда и спекула с чужди валюти, която със своя развратен живот е предизвикала възмущението на своите съграждани в Крушово, от където е била и изгонена?

Цанков и Протогеров се стараят да спасят своята жертва. Цанков-Протогеров са турили всичко в движение за да да спасят Кърничу. От месеци насам българския

правителствен печат, македонските вестници в София, македонските дружества и новообразуваните некакви дружества на македонски девојки в царството на палача, манифестираат своите чувства на благодарност към убијцата. Те се стараят да поддржат духа у неа. Те прахосват маса средства, за да въздействуват на чуждия печат да хвали нейното дело. Те и намериха средства за да може ежедневно да харчи повече от два милиона крони в един Виенски санаториум. И лесно намериха тия средства: в касите на българската държава има още пари, а организацията на Протогеров продължава да изнудва евреите, търговци и банкери в България.

М. Кжрничу извърши убиството по заповед на Протогеровата банда и правителството на Цанков. Нейните помощници са българската легация във Виена и специалния представител на македонската организация на Протогеров във Виена — Никола Велев и Со. На подсъдимата скамейка не е М. Кжрничу, а правителството на Цанков и организацията на Протогеров.

Един мощен глас на протест трябва да се подеме против правителството на диктатора в България — убиенца на българския народ и против организацията на Протогеров, която изпълняваше и изпълнява ролята на палач на македонския и българския народи в България, в Македония и в останалата Европа.

Цанков изби в продължение на 2½ години 20.000 български работници, селяни и интелигенти. Сега още в затворите на Цанкова се намират 4500 души български граждани, които са подложени на най-жестоки мъчения и всеки ден очакват своята смърт. В затворите на същия тоя Цанков се намират около 300 души български граждани, обрждени на смърт, които всеки ден живеят при мисълта, че могат да бъдат екзекутирани по »съдебен ред« или убити от палачите в затворите. Такива случаи има вече. Това е новата тактика на диктатора.

Организацията на палача Протогеров е която участвуваше в септември 1923 г. в избиването на български граждани в Сарамбей, Белйово, Пловдив, Фердинанд, Берковица. Същата тая организация, през същото време, уби в Горна Джумая 60 души, от които четири души беха публично обесени в центъра на града; същата тая кървава банда изби в 1924 г., пак през м. септември, 150 души македонски революционери — Димо х. Димов, Ч. Кантарджиев, Стою Хаджиев, Методи Алексиев, Славчо Ковачев, Арсени Йовков, Алеко Василев беха измежду жертвите. На 15 май т. г., т. е. една седмица след убиството на Паница, същата тая банда изби в Неврокоп 80 души македонски селяни, чиято вина е била, че некога са участвували в организацията на серските революционери (Сандански-Паница). Същата тая банда, преди един месец само, по случай конгреса на македонските младежи в Гор. Джумая, уби 26 души македонски младежи.

Бандата на Протогеров продължава да избива в Петричкия край и България. »Нейните наказателни групи«, с пелерини и каски, сноват из улиците на София и из цела България, за да избиват, кого мислите? неприятелите на македонския народ ли? поробителите на Македония ли? Не, тая банда снове за да избува най-добрите синове на Македония и най-искрените приятели на каузата на Македонския народ — българските работници, селяни и интелигенти.

Процеса на 30 септември ще даде възможност на европейското общественно мнение да види всички ужас на македонския ад.

М. Кжрничу не е на подсъдимата скамейка.

Пред Виенските съдебни заседатели са изправени да отговарят за престъпления към своите собствени народи правителството на Цанков и неговите орждия — македонската върховитка организация на Протогеров и Ив. Михайлов.

Техната присъда ще бъде присъда на възмутената от тия престъпления общественна съвест.

Г. Казановски

PARTIE CROATE

Poslije likvidacije od 27. marta

III.

Tamo smo u njegovoj borbi protiv srpske hegemonije, oličene prije svega u monarhiji, a za samoodredjenje hrvatskog naroda u republici, vidjeli ne toliko hrvatsku ekskluzivnost, koja bi bezuslovno išla za separacijom, koliko baš sintetičan jedan poriv za izmirivanjem Hrvata i ostalih srodnih narodnosti u Jugoslaviji na bazi ravnopravnosti i demokracije u njihovoj federaciji. Rekli smo da on time s hrvatske strane na progresivan način pokušava dovršiti integralnu našu nacionalnu revoluciju, koja je parcijelno kod Srba počela s Karadjordjem, a kod Hrvata s Ilircima, a koja je u svom dovršenju baš u vrijeme kad je padom Austrije mogla da se dovrši, bila zapela sa srpske strane, njihovom hegemonijom i reakcijom. Pokušaj rješavanja našeg integralnog nacionalnog problema i, zatim, osposobljenje Hrvatske i Jugoslavije za daljnje njene socijalne zadaće kod sebe i na Balkanu, to je ono ščime smo S. Radića doveli kao nekog nastavljača u vezu i sa Svetozarom Markovićem koji je u svoje vrijeme, takodjer s vidom na ostale jugoslavenske narodnosti i na cijeli Balkan, htio to u parcijelnom okviru Srbije.

No mi smo odmah primjetili vjerojatnost da dovršenje naše nacionalne revolucije stoji u vezi s počimanjem proleterske, i u tome smo pogledu kod S. Radića vidjeli već spram Svetozara Markovića manjak; dok je taj bio socijalista i revolucioner, ne radeći na terenu buržoazije, S. Radić je kao protivnik revolucije i socijalizma najviše još balansirao između proletarijata i buržoazije, sa svom se svojom medjuklasnom

seljačkom politikom nalazeći na terenu poslednje. Poradi toga smo i istakli svoje uvjerenje, da je S. Radić nesposoban da provede socijalnu republiku radništva i seljaštva i ostvari maksimalan program njihovog oslobodjenja, iz čega je odmah proizašla i sumnja, da bi on mogao da dovrši i našu nacionalnu revoluciju i riješi na zadovoljstvo jugoslavenskih, poimence hrvatskog naroda naš nacionalni problem. Najviše još što smo mu po njegovom balansu i eklekticismu dopustili jeste, da bi on sa svojom srednjom seljačkom linijom mogao da i Jugoslaviju dovede na srednju liniju između sviju nacionalnih suprotnosti, na liniju između reakcije i revolucije, na liniju režima buržoaske demokratije.

Još razmatrajući tako, i pišući zaključni članak — u junu prošle godine — S. Radić bio je već u Moskvi, i slao je već hvalospjeve o sovjetskoj vladi, i već se na horizontu vidio njegov ulazak u Seljačku Internacionalu. Pa ipak mi to sve tada nismo uzeli u obzir, poznavajući njegovu nepostojanost i razloge zašto on iz tog ulaska ne će moći da povuče dublje pouke i s tim poukama promijeni politiku. No da ih je povukao, i da je svoju politiku promijenio i istrajao pri tome, on bi, i ako bi se morao odreći brzega uspjeha, poslije korekture od 1918., proveo korekturu još osnovniju, sagradio bi svoju politiku na čvrstim temeljima, kako je to prvi kod nas počeo da udara Svetozar Marković, a nastavila današnja naša proleterska ljevica.

Ovako, na žalostan se način odvrnuvši od Seljačke Internacionale, a s ovom i od Sovjetske Rusije, on je na naročito veselje g. Koste Timotijevića kao retora, u relaciji spram Sveto-

zara Markovića pokazao samo pašićevsku i radikalnu **relaciju renegacije**, renegacije potpune, i spram svijeta izdaja u srpskoj i hrvatskoj historiji besprimjerne. Kakovo mu poslije toga pripada mjesto i značenje u historiji? Historija je tu, nova epoha njena istom pred nama, započeo joj je tek prvi čin, ko može da predvidi ostale?

Da li je to uopće bila samo taktika, dakle nešto prolazno, ili kapitulacija, dakle nešto definitivno, ja mislim da je riješeno ne samo time, što je u politici Radićevoj stalno bila imanentna, kako smo je mi tu skoro nazvali, taktika kapitulacije, — nego i time, da je tom svojom taktikom kapitulacije 27. marta S. Radić svoju politiku doveo u sklad sa svojom današnjom realnom snagom i unutarnjim instinktima, odgojem pa i uvjerenjem. I gotovo se sasvim nemoguće čini, da bi se on iz toga sklada, kad se jedamput na nj prorvao, još ikad dao pomaći nekud natrag u republikanski recidiv, nekud natrag u opasnost da opet dobije po glavi. I najveće su doduše nemogućnosti moguće za S. Radića, no ipak je nevjerovatno, da je njegov obrat samo jedna velika balkanska politička prevara, sredstvo posudjeno od Pašića da se nadmudri Pašića i poslije opet proglašati republikancem koji se republikanizma odrekao samo pod silom. Moguće bi to bilo samo onako na riječi, iz demagogije pred narodom, **faktično pak je s njegovim republikanizmom sigurno završeno definitivno.**

U takom položaju, gledanom iz današnjeg momenta, šta je moguće? S. Radić je u centar svoje politike metnuo takozvani sporazum. Za taj sporazum stoje pred njime **dvije mogućnosti**: ili da akciju za nj nastavi u opoziciji s ostalim blokom, ili da ga pokuša ostvariti s radikalima, ušavši s njima u vladu. Svi znamo, znamo i razloge, koji S. Radića guraju da sebi omogući baš to posljednje. Pašić je međutim prihvatio Pribičevićevu gledište po komu su Hrvati tretirani kao pokvarena i raskajana djeca koja istom imaju da pokažu da li su se popravila. Po tom gledištu, strahovito potvrđivanom od samog S. Radića, Pašić odgadja svaku, u stvari neugodnu, parlamentarno nepotrebnu diobu vlasti s radićevcima. Odgadja, da S. Radića i njegove prisili i ucjeni na što veće ustupke. Tek kad to polučiti, što će izvjesno i polučiti, primit će ih eventualno u vladu. No ta vlada, pogotovo ako bi u njoj, što još uvijek nije isključeno, — ostao Pribičević, — ta vlada šta bi značila ne samo za Hrvatsku nego i za Jugoslaviju? Osim nekih poboljšica u upravi, za Hrvatsku valjda samoodređenje naroda? Za Jugoslaviju, i time opet za Hrvatsku, možda režim demokratije?

Prije nego bi došlo do toga, radikali su učvrstili svoju vlast na fundamentu od najreakcionarnijih zakona. Zar će ih se iko valjda odreći za volju S. Radića? Tome su ti zakoni, kao zakon o državi, premda je baš njime dobio po glavi, dobrim dijelom u interesu i sami! I nije li upravo djetinjasto misliti, da bi se glavni nosioci srpske hegemonije, radikali, odrekli te hegemonije? Ispod svega „sporazuma“ ostala bi ta i dalje! „Sporazum“, to je meka koju bi prihvatili i vjerovatno će je konačno prihvatiti radikali, da odmah s njome zaveđu samog S. Radića, uvuku njegove ljude u vladu, prinukaju ih na sve reakcije, kompromituju ih što temeljitije, i potom ih odbace, ili ako oni sami izadju, puste ih kompromitovane, s razbitim fundamentom u narodu. Smrskati u radićevcima već i onako pokolebani (i nama nedovoljni) hrvatski front, i nastaviti svoj režim dalje s još mekanijim, kroz to vrijeme razmekšanim elementima, to je, po cijeloj prošlosti sudeći, i budućnost za kojom idu radikali! Pa da im i samima vlast izmakne, i da poslije svega toga dodje kombinacija radićevaca i vlade opozicionog bloka, oni su svoje učinili, vašpitali su tako reći te bivše republikance za konstruktivan rad u monarhiji, navratili ih sasvim u kolotečinu reakcionarnog oportunitizma; čemu se od takovih ljudi možemo nadati i u vladi opet jednog buržoasko-monarhističkog bloka? To mi pitamo i za slučaj da S. Radić, uopće odbit od radikala, ne udje u sporazum i vladu s radikalima, nego svoju sporazumašku politiku nastavi u

opoziciji sve tamo do jednog dalekog još sigurno momenta, kad bi se, u opoziciji položivši svoju maturu za oportunitizam spram monarhije, zajedno s blokom popeo na vlast.

U jednom i u drugom slučaju: u opoziciji ili na vlasti, na vlasti s radikalima ili blokom, stvar se mijenja u toliko: u prvom slučaju predstavlja potpuno ulaženje u reakciju, u drugom jednu izvjesnu malu demokratiju, umanjenu spram one koju smo mu nekad proricali za toliko koliko se, od republikanizma na priznanje monarhije prešavši, umanjio i njegov program. Razlika je to uostalom još uvijek dosta velika, da, za drugi slučaj, ne umanjimo i mi sve njegovo progresivno značenje u budućnosti na ništa, no šta bi u tom slučaju značila i ta demokratija?

Čak i obadva ta slučaja, reakcija ili demokratija, mogu rezultirati izvjesno izmirenje naroda s narodom, no zar i potpuno njihovo nacionalno zadovoljenje, zar možda samoodređenje hrvatskoga naroda i ostalih potlačenih narodnosti? Svaki taj sporazum je **u prvom redu sporazum između buržoazije**, politika eksploatacije i profita, politika kabinetska i iza kulisa. I razlika je samo u gradaciji kojom je u tim slučajevima S. Radić sebi zatvorio sve mogućnosti da bude nosilac dovršenja naše integralne nacionalne revolucije na temelju ravnopravnosti i demokratije odozdo. O nekom većem osposobljavanju Jugoslavije za daljnje socijalne zadaće, pa još manje o oživotvorenju „čovječanske pravde“ i socijalnom oslobodenju seljaštva i radništva ispod kapitalizma, koje bi on proveo, ne ćemo više ni da govorimo!

Likvidiravši sebe kao republikanca on je likvidirao sa svime onime što ga je u historiji činilo jednim krupnim reformatorom i misijonarom progresa za cijelu Jugoslaviju i Balkan. To je sad novi Jelačić koji je, — poput onoga što je nekad na početku našeg narodnog pokreta taj pokret predao bečkoj reakciji a s njome i reakciji u Evropi, — danas isto tako, na koncu tog pokreta, taj pokret predao beogradskoj reakciji, i opet tako reakciji u Evropi! **Historija se Hrvatske zaokružila, vrativši se u drugim prilikama opet na svoju 1848.**, zar da se i narod naš dade povući u taj crni i kobni krug, krug svoje bijede i nazatka, krug koji ga u bližoj ili daljoj budućnosti može zavrtložiti u otvorenu borbu protiv evropske i ruske revolucije.

Glavno što je potrebno poslije toga kako se S. Radić likvidirao sam, jeste, da njega i radićevštinu likvidira i narod.

To je sve bila jedna lažna i nesolidna demagogija i romantika, jedan šarolik, protivuriječan eklekticizam, udešen prema prilikama i potrebi za što veći broj pristaša. To je sve bio jedan heterogeni mozaik koji je bio svuda i nigdje, krhak i slab, da bi mogao biti teren za dugu i mučnu borbu, i da bi se na njemu mogla sagraditi zgrada koja bi doista bila Slobodni Dom seljaka i radnika. To je sve bio jedan naivni, nepredvidljivi, brbljivi zaskok na brzi uspjeh, zapravo neuspjeh! Vrijeme te romantike je prošlo, i to je sreća u nesreći da je prošlo. Od tipa kao što je S. Radić nikad kake pomoći; na iluzijama i na laži se ne gradi budućnost i oslobodjenje narodno! Tu treba sad realnosti pogledati u oči. Realnosti drukčije nego što joj je, podlegnuvši joj i spustivši glavu učinio S. Radić; realnosti tako, da se ostanu protiv onoga što u toj realnosti postoji kao režim politički i društveni, i da se prema tome zna, da je za pobjedu potrebno organizovati pokret potpuno ispočetka, na solidnijim i trajnijim osnovama, trajnijim jer je sigurno da uspjeh nije bliz i borba da će biti mučna!

Ima li u toj zemlji, u kojoj se od nekog vremena prokleto čini da se sve naprednije i bolje u njoj nalazi u likvidaciji, ima li u njoj, ima li u radništvu i seljaštvu i u ovome priklonjenoj inteligenciji energija, koje će se skupiti (Front radnika i seljaka, a ne Hrvatski Front!), da počnu to veliko djelo rehabilitacije, progresivne revizije svega i konačne renesanse?

S njima je još sve moguće, bez njih mi idemo u bezizgledu dugu noć, svjetlu i veselu samo za bakhante pljačke i nasilja, laži i nazatka.

(kraj)

A. Cesarec

PARTIE ALBANAISE

Thirrja e Kolonisë Shqiptare e Bukureshtit

Aventurieri, ndeper mjet të rrënes, t'intriges e të trahhtës së nalt, duke perbuzur vulnesen kombtare, ka rëmbyer fuqin per t'a drejtue fatin e atdheut t'ynë. Ay, asht duke plotësuar një akt poshtërsijet q' s'ka shembëll në histori të popujve.

Shqiptarë!

Shtat here Konferenca e Ambasadorve në Paris, katrë herë Lidhja e Kombeve, dy here Obori i Drejtësis në Hag — këto mbledhje të nalta të ngarkume per t'a mbrojtë të Drejten e Drejtësin — gjikuan se viset e Vermoshit e të Shën Naumit jan toka shqiptare dhe përbajën një pjesë të pa ndarshme të Shqipris së lirë e independente.

Monastiri i Shën Naumit!... Ky monument i bukur q' ndeper mes të shekujve plotë errësi e mnerë, na i ka rujtë traditat t'ona bukurijet e ăsnikrijet njerzore! Kjo shembëll-tyra e pa perlyme dhe e nalt e liris dhe e burrnis t'atdheut t'ynë shqiptar!

Populli shqiptar, ndeper hovë të dashuris së vet per atdhee, i pershneti këta vendime të larta q' arriten t'i konsakrojmë, mú dhë per Shqiprin, parimet e të Drejtes e të Liris, të cilët sot e tutje do t'a prisojnë shvillimin e jetes politike të popujve.

Shqiptarë!

Nji veprë q' e gzojë krejt nji popull, u shkatrrue prej njeriut të mallkuar i cili — sa turp i madh per nee! — ka nxán selin ma të lart të Shtetit!...

Grabitësi q' me forcen e bajonetave të huaja, i rrënojë lirit t'ona dhë mkambi nji sundim mneret, i poshtri q' morri ndëper kambë dhë trahthoi been e besnikis ndaj Shtatutit, kerkon t'u a falë token e shëjt të Atdheut atyne q' i ndihmuan per t'a rëmbyer fuqin e per t'a mkambë terrorin.

Trahthori mixuer, i shtytur nga ambicjet e tija të poshterta e i lidhur me premtime të turpshme, po i perbuzë virtutet e racës s'onë dhë po i merr ndeper kambë per-së-ri ndjenjat kombtare dhë nderën e Atdheut!...

PARTIE SERBE

За независност Рифске Републике

Светски рат је био неопростиви злочин капиталиста према радним класама и колонијалним народима, које су они извели на кланицу, да се боре против својих рођених интереса. Али крај његов пробудио је потлачене и колонијалне робове. Стари свет био је тако потрешен после — ратним револуционарним таласом, да није требало много, да се сруши и учини места новом друштву, коме би рад, прогрес и благостање свих биле основне базе. Али осим у једној земљи, снаге реакције још трају и власт је у њиховим рукама. Час мукло и потајно, час отворено и крваво борба се наставља против унутрашњег непријатеља и страног завојевача.

Клање од 1914 год. није било узалудно искуство за колонијалне народе. У додиру са европљанима они научише много: да рукују са оружјем и да га употребе против својих господара.

Несигурност и унутарње тешкоће које већ постоје у великим државама појачане су страхом пред немирима у

Shqiptarë!

Kemi një detyrë të shëjtë per të kryer:
Nuk mundemi, nuk duhet t'a duroim q' kulshedra t'a vijojë trahhtëin.

Nuk duhet të duroim q' toka e Atdheut, k' stergjyshrit t'anë të pa poshtnëshëm kan psue aq shum sprovime, kjo tokë e bekume q' ka pa, ndeper mes të shekujve, gzimet e tyne të vegjë e vÿjtjet e tyne të rānda, të bāhet meherë filja e nji aventurieri pa farë skrupule.

Duhet një herë e mirë t'i perkujtoim detyrat t'ona ndaj brezeve të së pritmes, e, në kjoft se na patem lumterin të shofim realizimin e idealit t'ynë t'independences kombtare, mos t'a harrojëm detyren q' na takon me i u lānë sternipve t'anë msime vetmohimi e dashurije t'atdheut e jo dëshamt e turpit e të trahhtës së nalt.

Shqiptarë!

Kolonia shqiptare e Bukureshit, duke i mbetur besnik luftes q' bāni në kohra të shkuara per t'i dalë zot lirtve kombtare e duke çmuar se sundimi personal e despotik i aventurierit — i cili mbāhet si kryetar i Shtetit et q' mundohet me të kot, t'i mbulojë kobet e veta me pergjegjësın imaginare të nji vet thānunit Parlament i robnuem apo ma mirë i mneruem — rezikon interesat vitale të kombit,

BAN NJI THIRRJE,

e u a drejton Shqiptarve q' jetoın ndeper të gjitha viset e Europes e t' Amerikes, per t'u mbledhë më nji Kongres të Madh Kombtar.

Ky kongres ka per t'i pleqsue mjetet q' duhen per t'i mbrojtë interesat e nalta të popullit t'ynë, per t'a çdukë sundimin terrorist e trahthuer e per t'a mkambë nji sundim të ligshëm, të pajtshëm me shpirtin e liris e burrnin kombtare.

Shoqnit e kolonit shqiptare e të gjitha viseve, Bashkit e krejt Shqipris jan të ftume të dergoin delegatët e tyne më ket kongres kombtar q' do të mbahet më 28 nanduer 1925, në Bukuresh, në kryeqytetin e Rumanis, në ket vend ku fillojë livizja e zgjimit të ndergjegjes kombtare.

Shqiptarë të gjitha viseve, Atdheu asht në rezik, bāni detyren t'uaj!...

Më 2 Shtatuer 1925.

Komiteti i Kolonis Shqiptare e Bukuresht-it

њиховим колонијама. Да не помињемо ударце које је претрипа Енглеска у својим колонијама, чији су народи одлучно и истрајно предузели последњи бој за националну независност. Буђење кинеског народа, његове оружане борбе против јединственог фронта империјалиста, је чињеница, која најбоље карактерише стање духа који влада и који ће према свим знацима напредовати појачаним темпом, све до ослобођења испод страног империјалистичког јарма.

У последње време француски империјализам је претрео тешке ударце у својим колонијама. У Сирији, устанком Друза изгубио је и жртава и терена у толикој мери, да генерал Сарај (Понције Пилат солунског процеса) не сме да ода прави број изгубљених жртава, а још мање, да призна тешки положај својих трупа, мада га на то присиљава и председник саветва Пенлеве и узбуђење јавног мишљења, кога ове вести узнемирују.

Али оно што највише треба да занесе напу пажњу, је одлучна борба Рифанаца за њихову независност. Ми

пратимо, не без зебње, перипетије борби између француско-шпанских империјалиста и сељака Рифа, којима припадају све наше симпатије и наша револуционарна солидарност.

Значило би слабо познавати закулисне игре интернационалне политике, ако би веровали да је у питању само Риф и да се ради само о његовој независности. У ствари, да би се добро разумела ситуација, треба везати ово питање независности рифанских горштака са борбама супремације на Средоземном мору где свака велика сила игра своју карту. Енглеска држи Гибралтар, стратегијску тачку веома важну, али ако би Француска имала Тангер, њена би се важност знатно умањила, јер би у случају једног војног сукоба била остављена на милост француској ваздушној флоти. Користећи се овим супротностима, Италија баца погледе на Тунизију, од које она мисли пре или после, да учини центар свог колонијалног царства. И поред помоћи Енглеске, Шпанија је испустила из својих слабих руку освојене делове Марока. Од 1921 год. шпански генерали доживљују од Рифанаца пораз за поразом. У нади да спасе ситуацију, театарлни диктатор Примо де Рифера узео је последње јесени команду над шпанолским трупама. Далеко од тога да стање измени, он га је још погоршао, потврдивши пораз својих трупа десетинама хиљада мртвих и рањених.

Уплашена овим победама и поред мирољубивости Рифанаца, милитаристичка војничка каста улази у рат, не хтевши ни под коју цену признати егзистенцију независне републике Рифа, из страха да не ослаби своје позиције у Мароку.

Ако су хтели француски империјалисти рат — добили су га. Он је почео њиховим поразима и немир није поштедео званичне кругове француске. Зар није шпанолска катастрофа тако близу и у сећању свих? Као последица тога, маршал Лиотеј врховни гувернер француског Марока био је смењен са положаја команданта, вотирани нови кредити у палачи бурбонској, искрцане свеже трупе, оскрбљене муницијом, аеропланима, загушљивим гасовима — свим потребним материјалом за један модеран рат.

Хиљаде француских војника су већ пале. Спремају им се још крвавије жртве, али то ништа не значи! Француским капиталистима треба профита, треба освајања! »Ко не напредује, тај одступа« признају они.

Мало их је брига што могу изазвати нови светски сукоб. Бринући се само о колонијалном француском царству у Северној Африци, које је пред пропашћу, они су способни за све злочине, да би одржали своју доминацију. Сила, само сила, то је закон тлачитеља империјалиста. И поново као 1914. појавило се свето јединство. Али овог пута без радника и сељака, који се упорно и неуморно стављају на супрот колонијалним авантурама.

Империјализам тежи по природи да прошири своје трговачке и индустријске пијаче и да експлоатише сва надземна и подземна богатства. Тако је и Мароко морао бити подељен између великих сила, које претендују, да доносе цивилизацију »варварима«. Овај аргуменат је тако лажан и провидан, да га није потребно побити.

Судбина Марока је одлучена 1904 год. Француска је признала права Енглеске на Египат, што је реципрочно и као реванш морало имати за последицу пристанак на француску окупацију Марока. После много оклевања Шпанија је пристала на ову конвенцију и примила свој део. Моћ султанова, стварно није постојала. Он је остао играчка у рукама освајача.

Ово је решење у великој мери озловољило немачке државнике, који су већ дуго времена тражили zgodnu прилику, да уђу у Мароко. Од тога времена европске дипломатске канцеларије удвостручише интриге и трговања. Год. 1906 на Алжезирској конференцији установи се нова подела Марока, подржавана од Немачке, која доби исто тако као Италија и Енглеска велике компензације. Агадирски удар и други инциденти, који у мало што нису запалили Европу, показаше колико је питање Марока било важно.

На крају европског рата Мароко је поново изашао на дневни ред. Поново су се сукобиле претензије великих сила.

Год. 1921 отворила су се непријатељства између Рифанаца и шпанолске војске, која од тада до данас срља из пораза у пораз. Победе сељака под командом Абд-ел-Крима узнемирују Французе из више разлога, а највише због сопствене сигурности. Поред тога они добро познају руднике Рифа, где је гвожђа у изобиљу. Француски Мароко нема подземља за експлоатисање.

Француска администрација у Мароку не задовољава се акапарисањем плодне земље, експропријацијом сељака урођеника у корист колона или приватних компанија, тиме што оставља Рифанце на милост солдатеске. Њој је најважније да угуши у корену буђење народа и његово надање: Републику Риф.

Познати су кривци проливене крви у Мароку. Висока финансија, индустријски магнати, милитаристи и њихови преставници у влади. Од њих треба потражити рачуна.

Паришка и Нивоземска бака, која сама има у рукама трговину са житом, изградњу пристаништа, железних путева и т. д. више воли рат него да изгуби своје тако уносне концесије у Мароку.

У Шпанији, компанија за експлоатацију рудника Рифа уприличава златне послове на лешевима шпанолских војника.

И поред тешких борби које водимо на Балкану, ми не заборављамо нашу братску солидарност са рифанским борцима, који се боре за своју националну независност. **Они у Мароку, ми на балканском фронту, тучемо истог непријатеља: капиталистички империјализам и његове агенте.**

Један губитак нанешен империјализму у Рифу има свој политички одјек на балканском полуострву. Слаби га и приближава дан ослобођења народа, чији су савезници свесни радници и сељаци потлачених земаља.

Евакуација Марока! Независност Републике Риф! и наше су пароле. У одлучним бојевима, који се одигравају у планинама рифским наше топле жеље прате смеле сељаке који се боре за независност њихове републике.

Никола Обаров